

**Ordonnance**  
**concernant la mise sur le marché et l'utilisation**  
**des produits biocides**  
**(Ordonnance sur les produits biocides, OPBio)**

du 18 mai 2005 (Etat le 1<sup>er</sup> juillet 2013)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu la loi du 15 décembre 2000 sur les produits chimiques (LChim)<sup>1</sup>,  
vu les art. 29, 29d, al. 4, et 30b, al. 1 et 2, let. a, de la loi du 7 octobre 1983  
sur la protection de l'environnement (LPE)<sup>2</sup>,  
vu l'art. 17 de la loi du 21 mars 2003 sur le génie génétique (LGG)<sup>3</sup>,  
vu la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les entraves techniques  
au commerce<sup>4</sup>,

*arrête:*

## **Chapitre 1 Dispositions générales**

### **Art. 1**           Objet et champ d'application

<sup>1</sup> La présente ordonnance règle:

- a. la mise sur le marché des produits biocides et de leurs substances actives, en particulier les différents types et procédures d'autorisation, le recours aux données de demandes précédentes au profit de nouveaux demandeurs, ainsi que la classification, l'emballage, l'étiquetage et la fiche de données de sécurité;
- b. les aspects spécifiquement liés à l'utilisation des produits biocides.

<sup>2</sup> Les dispositions régissant la mise sur le marché s'appliquent également à l'importation à des fins non professionnelles ou non commerciales dans le cas des produits biocides consistant en des microorganismes pathogènes ou contenant de tels microorganismes.

<sup>3</sup> La présente ordonnance ne s'applique pas:

- a. aux produits et aux substances actives ayant un effet biocide et dont la mise sur le marché est exclusivement régie par les législations sur les produits thérapeutiques, les denrées alimentaires, les aliments pour animaux et les produits phytosanitaires;

RO 2005 2821

- 1   RS 813.1
- 2   RS 814.01
- 3   RS 814.91
- 4   RS 946.51

- b. au transit sous surveillance douanière des produits biocides, pour autant que ceux-ci ne subissent aucun traitement ni transformation;
- c. au transport des produits biocides par voie routière, ferrée, navigable, aérienne, ou par conduite.

<sup>4</sup> Les produits biocides importés et exportés après modification de leur étiquetage sont régis exclusivement par l'art. 49 de l'ordonnance du 18 mai 2005 sur les produits chimiques (OChim)<sup>5,6</sup>

## Art. 2 Définitions

<sup>1</sup> A titre de précision par rapport à la LChim, on entend par:

- a. *produits biocides*: les substances actives ou préparations contenant une ou plusieurs substances actives, qui sont présentées sous la forme dans laquelle elles sont livrées à l'utilisateur, qui sont destinées à détruire, à repousser ou à rendre inoffensifs les organismes nuisibles, à en prévenir l'action ou à les combattre de toute autre manière, par une action chimique ou biologique; sont également réputés produits biocides les objets qui contiennent ou qui libèrent de telles substances actives destinées à agir sur les organismes nuisibles en dehors desdits objets;
- b. *fabricant*: toute personne physique ou morale qui, à titre professionnel ou commercial, fabrique ou produit des substances et des préparations.

<sup>2</sup> En outre, on entend par:

- a. *types d'autorisation*: les différents types d'autorisation (art. 7, let. a) ainsi que l'enregistrement (art. 7, let. b) et la reconnaissance (art. 7, let. c);
- b.<sup>7</sup> *substance préoccupante*: toute substance dangereuse selon l'art. 3, let. a, OChim<sup>8</sup>, autre que la substance active, contenue dans un produit biocide en concentration suffisante pour que le produit biocide doive être classé comme dangereux par analogie aux art. 3, let. b, ch. 1 ou 2 et 4 à 6 OChim;
- c. *formulation-cadre*: les caractéristiques d'un groupe de produits biocides:
  - 1. destinés au même usage et à la même catégorie d'utilisateurs,
  - 2. contenant les mêmes substances actives de mêmes caractéristiques, et
  - 3. dont la composition ne présente, par rapport à un produit précédemment autorisé, que des variations qui n'affectent pas leur niveau de risque ni leur efficacité;
- d. *organisme nuisible*: tout organisme dont la présence n'est pas souhaitée ou qui produit un effet nocif pour l'être humain, ses activités ou les produits qu'il emploie ou produit, ou pour les animaux, ou pour l'environnement;

<sup>5</sup> RS 813.11

<sup>6</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 28 fév. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (RO 2007 851).

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 7 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO 2012 6103).

<sup>8</sup> RS 813.11

- e. *microorganismes*: entités microbiologiques, en particulier les bactéries, les algues, les champignons, les protozoaires, les virus et les viroïdes; les cultures de cellules et les prions et le matériel génétique ayant une activité biologique leur sont assimilés;
- f. *lettre d'accès*: tout document signé par la personne habilitée à utiliser des données protégées et stipulant que ces données peuvent être utilisées par l'organe de réception des notifications (ON) pour l'octroi de l'autorisation ou de l'enregistrement d'un produit biocide.

<sup>3</sup> Au surplus, les notions définies de manière différente dans les lois qui servent de base à la présente ordonnance sont entendues ici au sens de la LChim.

## Chapitre 2 Autorisation, enregistrement, reconnaissance

### Section 1 Dispositions générales

#### Art. 3 Autorisation, enregistrement ou reconnaissance obligatoire

<sup>1</sup> Les produits biocides doivent avoir été autorisés, enregistrés ou reconnus pour être mis sur le marché.

<sup>1bis</sup> En cas d'importation de produits biocides à titre professionnel ou commercial, l'obligation prévue à l'al. 1 doit être remplie avant la première remise, ou le premier emploi.<sup>9</sup>

<sup>2</sup> Ne sont pas soumis à l'obligation prévue à l'al. 1 les produits biocides mis sur le marché à des fins de recherche et de développement. Si ces produits biocides consistent en des microorganismes pathogènes, exotiques ou génétiquement modifiés, ou qu'ils contiennent de tels microorganismes, les prescriptions de l'ordonnance du 9 mai 2012 sur l'utilisation confinée (OUC)<sup>10</sup> et de l'ordonnance du 10 septembre 2008 sur la dissémination dans l'environnement (ODE)<sup>11</sup> sont réservées.<sup>12</sup>

#### Art. 4 Produits biocides exclus de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la reconnaissance

<sup>1</sup> Ne sont pas autorisés, enregistrés ou reconnus les produits biocides relevant des types de produits suivants au sens de l'annexe 10:

- a. type de produits 15 (avicides);
- b. type de produits 17 (piscicides);
- c. type de produits 23 (lutte contre d'autres vertébrés).

<sup>9</sup> Introduit par le ch. 1 de l'appendice à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

<sup>10</sup> RS 814.912

<sup>11</sup> RS 814.911

<sup>12</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 5 de l'annexe 5 à l'O du 9 mai 2012 sur l'utilisation confinée, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012 (RO 2012 2777).

<sup>2</sup> Les produits biocides visés à l'al. 1 peuvent être mis sur le marché à des fins de recherche et de développement au sens des art. 31 et 32.

<sup>3</sup> Ils peuvent être autorisés lors de situations exceptionnelles au sens de l'art. 30.

<sup>4</sup> Les restrictions prévues par l'ordonnance du 18 mai 2005 sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim)<sup>13</sup> sont réservées en cas de mise sur le marché en vertu l'al. 2 ou d'autorisation en vertu de l'al. 3.

**Art. 5** Limites d'autorisation, d'enregistrement, de reconnaissance, et personnes habilitées à déposer une demande

<sup>1</sup> L'autorisation, l'enregistrement ou la reconnaissance d'un produit biocide est lié:

- a. à une composition donnée;
- b. à un nom commercial donné;
- c. à un ou plusieurs usages donnés;
- d. à un fabricant donné.

<sup>2</sup> L'autorisation, l'enregistrement ou la reconnaissance d'un produit biocide est octroyé à une personne définie, à titre personnel et incessible.

<sup>3</sup> Seules les personnes ayant leur domicile, leur siège social ou leur succursale en Suisse peuvent demander et détenir une autorisation, un enregistrement ou une reconnaissance.

**Art. 6** Substances de base employées comme produits biocides

Les substances de base répertoriées à la liste IB selon l'annexe 3 peuvent être mises sur le marché sans autorisation, enregistrement ni reconnaissance, à titre de substance ayant un effet biocide, mais elles ne doivent pas être commercialisées en tant que produits biocides.

**Art. 7** Types d'autorisation

On distingue les types d'autorisation suivants:

- a. *Autorisations*:
  1. pour les produits biocides qui contiennent au moins une substance active figurant dans la liste I et qui contiennent par ailleurs exclusivement des substances actives inscrites à la liste IA: *autorisation A<sub>L</sub>* sur la base d'une évaluation approfondie du produit biocide,
  2. pour les produits biocides qui contiennent une substance active ne figurant ni sur la liste I, ni sur la liste IA, ni sur la liste des substances actives notifiées: *autorisation A<sub>nL</sub>* sur la base d'une évaluation approfondie du produit biocide et de ses substances actives,

<sup>13</sup> RS 814.81

3. pour les produits biocides dont au moins une substance active figure dans la liste des substances actives notifiées et pour laquelle l'inscription à la liste I ou IA n'a pas encore été décidée, et dont les autres substances actives figurent dans l'une desdites listes: *autorisation A<sub>N</sub>*,
  4. pour les produits biocides qui sont déjà sur le marché au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et dont au moins une substance active figure dans la liste des substances actives notifiées et pour laquelle l'inscription à la liste I ou IA n'a pas encore été décidée, et dont les autres substances actives figurent dans l'une desdites listes: *autorisation A<sub>C</sub>* (confirmation) sur la base d'une procédure simplifiée,
  5. pour les produits biocides utilisés lors de situations exceptionnelles: *autorisation A<sub>E</sub>*;
- b. *Enregistrement* à titre de procédure simplifiée pour les produits biocides qui contiennent exclusivement des substances actives qui sont destinées aux produits biocides à faible risque et qui sont inscrites à la liste IA;
  - c. *Reconnaissance* d'autorisations et d'enregistrements émanant d'un Etat membre de l'Union européenne (UE) ou de l'Association européenne de libre échange (AELE) pour les produits biocides qui contiennent exclusivement des substances actives inscrites à la liste I ou IA.

#### **Art. 8** Durée de validité

<sup>1</sup> Les autorisations, les enregistrements et les reconnaissances sont limités. Les durées de validité maximales sont les suivantes:<sup>14</sup>

- a. autorisation A<sub>L</sub>, enregistrement, reconnaissance: 10 ans;
- b.<sup>15</sup> autorisation A<sub>nL</sub>:
  1. 4 ans, ou
  2. si elle intervient avant:
    - jusqu'à l'inscription de la substance dans les listes I (annexe 1) ou IA (annexe 2), ou
    - jusqu'à ce que l'ON décide, en se fondant sur une décision analogue de l'UE, de ne pas inscrire la substance dans les listes I ou IA et qu'il en révoque l'autorisation;

<sup>14</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO 2009 1759).

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO 2009 1759).

- c.<sup>16</sup> autorisation A<sub>N</sub> et A<sub>C</sub>:
  1. 6 mois après l'inscription de la dernière substance active du produit biocide dans la liste I (annexe 1) ou IA (annexe 2),
  - 2.<sup>17</sup> 2 ans après l'inscription de la dernière substance active du produit biocide dans la liste I (annexe 1) ou IA (annexe 2), pour autant que le titulaire satisfasse aux exigences posées à l'art. 22, al. 2 et, le cas échéant, 3, ou
  3. jusqu'à ce que l'ON décide, en fondant sur une décision analogue de l'UE, de ne pas inscrire la substance dans les listes I ou IA et qu'il en révoque l'autorisation.
- d. autorisation A<sub>L</sub>, autorisation A<sub>nL</sub> et enregistrement octroyés en relation avec une formulation-cadre: aussi longtemps que l'autorisation ou l'enregistrement du produit biocide sur lequel repose la formulation-cadre (produit-mère) est valable;
- e. autorisation A<sub>E</sub>: 4 mois.

<sup>16</sup> Dans les cas visés à l'al. 1, let. c, ch. 1 et 3, les produits biocides peuvent être remis aux utilisateurs finaux pendant 12 mois encore après l'inscription de la dernière substance active ou après la décision de l'UE.<sup>18</sup>

<sup>17</sup> Les produits biocides mis sur le marché sur la base d'une autorisation A<sub>L</sub> ou d'un enregistrement en lieu et place d'une autorisation A<sub>N</sub> ou A<sub>C</sub> peuvent être remis aux utilisateurs finaux ou être employés à titre professionnel ou commercial avec l'ancienne étiquette pendant douze mois à compter de l'obtention de l'autorisation A<sub>L</sub> ou de l'enregistrement.<sup>19</sup>

<sup>2</sup> Le renouvellement d'une autorisation, d'un enregistrement ou d'une reconnaissance est régi par l'art. 26.

<sup>16</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO 2009 1759).

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'app. à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

<sup>18</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO 2009 1759).

<sup>19</sup> Introduit par le ch. I de l'app. à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

## Section 2 Substances actives

### Art. 9 Listes des substances actives

<sup>1</sup> Pour l'autorisation, l'enregistrement ou la reconnaissance font foi, conformément à la directive 98/8/CE<sup>20</sup>, les listes de substances actives suivantes:<sup>21</sup>

- a. liste I des substances actives et exigences y relatives pour inclusion dans les produits biocides, selon annexe 1, correspondant à l'annexe I de la directive 98/8/CE;
- b. liste IA des substances actives et exigences y relatives pour inclusion dans les produits biocides à faible risque, selon annexe 2, correspondant à l'annexe IA de la directive 98/8/CE;
- c. liste IB des substances de base, selon annexe 3, correspondant à l'annexe IB de la directive 98/8/CE;
- d.<sup>22</sup> liste des substances actives notifiées pour inclusion dans les produits biocides, selon le règlement (CE) n° 1451/2007<sup>23</sup>.

<sup>2</sup> En accord avec l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) adapte:

- a. les annexes précisées à l'al. 1, let. a à c;
- b. la référence à la liste des substances actives notifiées applicable, citée à l'al. 1, let. d.<sup>24</sup>

<sup>3</sup> L'ON publie de façon appropriée la liste citée en référence dans l'al. 1, let. d<sup>25,26</sup>

<sup>20</sup> Directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 fév. 1998 concernant la mise sur le marché des produits biocides, JO L 123 du 24.4.1998, p. 1, modifiée en dernier lieu par la directive 2010/51/UE, JO L 211 du 12.8.2010, p. 14. Ce texte peut être consulté à l'adresse suivante: [www.cheminfo.ch](http://www.cheminfo.ch).

<sup>21</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'app. à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

<sup>22</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'app. à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

<sup>23</sup> R (CE) n° 1451/2007 de la Commission du 7 déc. 2007 concernant la seconde phase du programme de travail de dix ans visé à l'art. 16, par. 2, de la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits biocides, JO L 235 du 11.12.2007, p. 3; modifié en dernier lieu par le R (UE) n° 298/2010, JO L 90 du 10.4.2010, p. 4. Ce texte peut être consulté à l'adresse suivante: [www.cheminfo.ch](http://www.cheminfo.ch).

<sup>24</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 fév. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (RO 2007 851).

<sup>25</sup> La liste actualisée des substances actives notifiées peut être commandée contre facture ou consultée gratuitement auprès de l'organe de réception des notifications pour les produits chimiques, 3003 Berne; elle peut également être consultée à l'adresse suivante: [www.cheminfo.ch](http://www.cheminfo.ch).

<sup>26</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 28 fév. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (RO 2007 851).

**Art. 10<sup>27</sup>** Mise sur le marché de substances actives

<sup>1</sup> Seules les substances actives qui figurent dans la liste I ou la liste IA ou qui figurent dans la liste des substances actives notifiées et dont l'inscription à la liste I ou IA n'a pas été refusée sur la base d'une décision de l'UE peuvent être mises sur le marché pour inclusion dans des produits biocides.<sup>28</sup>

<sup>2</sup> Toute personne qui entend mettre pour la première fois sur le marché une autre substance active en la destinant à l'inclusion dans des produits biocides doit présenter à l'ON des informations relatives à la substance active et à au moins un produit biocide auquel elle est destinée; cette disposition ne s'applique pas lorsque la substance active est importée et que le produit biocide l'incluant est exporté. Ces informations doivent satisfaire aux exigences prévues à l'annexe 5. L'ON doit avoir confirmé que le dossier est complet. Dès qu'une telle substance active a été légalement mise sur le marché, elle peut continuer à être mise sur le marché au même titre qu'une substance active au sens de l'al. 1.

<sup>3</sup> Les substances actives ne peuvent être remises pour inclusion dans des produits biocides que si elles sont classées conformément à l'art. 35, al. 2, emballées conformément à l'art. 36 et étiquetées conformément à l'art. 38, al. 6. Pour chacune d'elles, il y a lieu en outre d'établir, de fournir, de mettre à jour et de conserver une fiche de données de sécurité conformément aux art. 51 à 56 OChim<sup>29,30</sup>

<sup>4</sup> Les substances actives consistant en des microorganismes pathogènes, exotiques ou génétiquement modifiés, ou contenant de tels microorganismes, ne peuvent être mises sur le marché pour inclusion dans des produits biocides que si les conditions de l'OUC<sup>31</sup> sont satisfaites.<sup>32</sup>

**Section 3****Conditions à remplir pour l'autorisation, l'enregistrement et la reconnaissance****Art. 11** Autorisation A<sub>L</sub>, A<sub>nL</sub> et enregistrement

<sup>1</sup> Un produit biocide est autorisé (A<sub>L</sub> ou A<sub>nL</sub>) ou enregistré:

- a. si, en l'état des connaissances techniques et scientifiques et en cas d'emploi conforme à l'usage prévu, ledit produit biocide:
  1. est suffisamment efficace,

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 fév. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (RO 2007 851).

<sup>28</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'app. à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

<sup>29</sup> RS 813.11

<sup>30</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 7 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO 2012 6103).

<sup>31</sup> RS 814.912

<sup>32</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 5 de l'annexe 5 à l'O du 9 mai 2012 sur l'utilisation confinée, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012 (RO 2012 2777).



2. n'a pas d'effet inacceptable sur les organismes cibles, tel qu'une résistance inacceptable, une résistance croisée ou, chez les vertébrés, des souffrances ou des douleurs inutiles, et
  3. n'a pas, intrinsèquement ou par l'intermédiaire de ses résidus, d'effet prévisible et inacceptable sur l'être humain, les animaux et l'environnement;
- b. si ses substances actives, ses composants significatifs du point de vue toxicologique ou écotoxicologique et ses résidus peuvent être identifiés de manière fiable à l'aide de méthodes d'analyse appropriées; et
  - c. si ses propriétés physico-chimiques permettent son emploi, son transport et son stockage dans des conditions acceptables.
- <sup>2</sup> S'il est destiné à être enregistré, le produit biocide ne doit en outre contenir aucune substance préoccupante.
- <sup>3</sup> Au surplus, on tient compte des dispositions suivantes:
- a. pour les produits biocides contenant des substances actives de la liste I: ces substances actives doivent satisfaire aux exigences formulées à la liste I;
  - b. pour les produits biocides contenant des substances actives de la liste IA: ces substances actives doivent satisfaire aux exigences formulées à la liste IA;
  - c. pour les produits biocides contenant des substances actives qui ne figurent ni dans la liste I, ni dans la liste IA, ni dans la liste des substances actives notifiées: ces substances actives doivent satisfaire aux exigences de l'art. 10 de la directive 98/8/CE.
- <sup>4</sup> Tout produit biocide consistant en des microorganismes génétiquement modifiés ou contenant de tels microorganismes n'est autorisé ou enregistré que s'il satisfait aux exigences de l'ODE<sup>33</sup>.

**Art. 12<sup>34</sup>**      Reconnaissance

<sup>1</sup> Toute autorisation ou enregistrement émanant d'un Etat membre de l'UE ou de l'AELE est reconnu si aucun indice ne permet de conclure que le produit en question ne peut être autorisé ou enregistré en Suisse.

<sup>2</sup> En accord avec les organes d'évaluation (OE), l'ON peut modifier les conditions ou les charges imposées par l'autorisation ou l'enregistrement dans un Etat membre de l'UE ou de l'AELE sur la base de l'évaluation au sens de l'art. 17.

<sup>3</sup> L'étiquetage et la fiche de données de sécurité doivent être adaptés selon les dispositions des art. 38 et 40.

<sup>4</sup> L'autorisation ou l'enregistrement sont reconnus uniquement à la condition que l'étiquetage soit modifié conformément à l'art. 38:

<sup>33</sup> RS 814.911

<sup>34</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO 2009 1759).

- a. si les organismes ciblés par le produit en question ne sont pas présents en quantités nocives ou indésirables en Suisse; ou
- b. si, en Suisse, les conditions telles que climat, résistances ou période de reproduction des espèces cibles sont significativement différentes par rapport à celles qui règnent dans l'Etat ayant établi l'autorisation ou l'enregistrement et que, de ce fait, l'emploi du produit selon les mêmes indications est susceptible de mettre en danger l'être humain, les animaux ou l'environnement.

<sup>5</sup> Les autorisations et les enregistrements des produits biocides consistant en des microorganismes pathogènes ou génétiquement modifiés, ou contenant de tels microorganismes, ne sont pas reconnus.

#### **Art. 13** Autorisations $A_N$ et $A_C$

Un produit biocide est autorisé selon les conditions d'autorisation  $A_N$  ou  $A_C$  si, en l'état des connaissances techniques et scientifiques et en cas d'emploi conforme à l'usage prévu, ledit produit:

- a. n'a pas, intrinsèquement ou par l'intermédiaire de ses résidus, d'effet prévisible et inacceptable sur l'être humain, les animaux et l'environnement;
- b. est suffisamment efficace, s'agissant d'un produit de protection du bois ou d'un désinfectant.

#### **Art. 13a<sup>35</sup>** Régime des garanties

Quiconque entend mettre en circulation des produits biocides consistant en des microorganismes pathogènes ou contenant de tels microorganismes est soumis au régime des garanties au sens de l'art. 14 ODE<sup>36</sup>.

## **Section 4 Procédure**

#### **Art. 14** Demande et déclaration d'intention<sup>37</sup>

<sup>1</sup> Toute demande d'autorisation, d'enregistrement ou de reconnaissance et toute déclaration d'intention doivent être adressées à l'ON.<sup>38</sup>

<sup>2</sup> Lors d'une demande d'autorisation  $A_L$ ,  $A_{nL}$  ou d'enregistrement pour un produit biocide, il est possible de déposer simultanément une demande d'autorisation ou d'enregistrement pour une formulation-cadre. Cette demande peut aussi être déposée après coup.

<sup>35</sup> Introduit par le ch. 3 de l'annexe 5 à l'O du 10 sept. 2008 sur la dissémination dans l'environnement, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> oct. 2008 (RO **2008** 4377).

<sup>36</sup> RS **814.911**

<sup>37</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO **2009** 1759).

<sup>38</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO **2009** 1759).

<sup>3</sup> La forme et le contenu de la demande sont régis par les annexes suivantes:

- a. pour les demandes d'autorisation  $A_L$  ou  $A_{nL}$ : annexe 5
- b. pour les demandes d'enregistrement: annexe 6
- c. pour les demandes de reconnaissance: annexe 7
- d. pour les demandes d'autorisation  $A_N$ : annexe 8
- e. pour les demandes d'autorisation  $A_C$ : annexe 9
- f.<sup>39</sup> pour les déclarations d'intention  
selon l'art. 22, al. 2, let. b: annexe 7<sup>bis</sup>

<sup>4</sup> S'il s'agit d'un produit biocide consistant en des microorganismes génétiquement modifiés ou contenant de tels microorganismes, la demande d'autorisation ou d'enregistrement doit en outre satisfaire aux exigences des art. 28 et 34, al. 2, ODE<sup>40,41</sup>

<sup>5</sup> La demande et le dossier doivent être soumis:

- a. sous forme imprimée ou électronique;
- b. dans une des langues officielles ou en anglais; si la demande porte sur un produit biocide consistant en des microorganismes pathogènes ou génétiquement modifiés ou contenant de tels microorganismes, on rédigera au moins le résumé de la demande dans l'une des langues officielles.

#### **Art. 15** Formulation-cadre et formulation identique

<sup>1</sup> Un produit biocide est autorisé ou enregistré après une procédure simplifiée si le demandeur est en mesure de démontrer à l'ON que ledit produit correspond à la formulation-cadre d'un autre produit biocide (produit-mère) déjà autorisé ou enregistré.

<sup>2</sup> Une formulation identique à celle du produit-mère est considérée au même titre qu'une formulation-cadre.

<sup>3</sup> Dans la mesure où le demandeur n'est pas le titulaire de l'autorisation ou de l'enregistrement du produit-mère, il doit présenter une lettre d'accès en sus des justificatifs visés à l'al. 1.

#### **Art. 16** Vérification du caractère complet du dossier et transmission

<sup>1</sup> L'ON vérifie, le cas échéant avec l'aide des organes d'évaluation, si le dossier de demande est complet.

<sup>2</sup> Si le dossier n'est pas complet, il accorde au demandeur, après l'avoir entendu, un délai approprié pour compléter ledit dossier.

<sup>39</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO 2009 1759).

<sup>40</sup> RS 814.911

<sup>41</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe 5 à l'O du 10 sept. 2008 sur la dissémination dans l'environnement, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> oct. 2008 (RO 2008 4377).

<sup>3</sup> Il transmet la demande et le dossier complet aux organes d'évaluation.

<sup>4</sup> S'il s'agit d'un produit biocide consistant en des microorganismes génétiquement modifiés ou contenant de tels microorganismes, l'ON dirige la procédure d'autorisation en tenant compte de l'ODE<sup>42</sup>.

<sup>5</sup> S'il s'agit d'un produit biocide consistant en des microorganismes pathogènes ou contenant de tels microorganismes, mais génétiquement non modifiés, la publication, la consultation des documents non confidentiels et la procédure sont régies par les art. 42 et 43 ODE.<sup>43</sup>

#### **Art. 17** Evaluation

<sup>1</sup> Les OE évaluent les dossiers dans leur domaine de compétence.

<sup>2</sup> Ils procèdent à l'évaluation:

- a. des dossiers afférents aux demandes d'autorisation A<sub>L</sub>, A<sub>nL</sub>, d'enregistrement et de reconnaissance d'après les principes de l'annexe VI de la directive 98/8/CE;
- b. des autres dossiers selon l'état des connaissances techniques et scientifiques.

<sup>3</sup> Ils évaluent en outre les dossiers afférents aux demandes d'autorisation A<sub>nL</sub> d'après les dispositions de l'art. 10 de la directive 98/8/CE concernant l'inscription des substances actives aux annexes I, IA ou IB. Si le demandeur présente, pour une substance active encore non inscrite, l'évaluation et la recommandation émanant d'un Etat membre de l'UE ou de l'AELE conformément à l'art. 11, par. 2, de la directive 98/8/CE, ces documents sont pris en compte par les organes d'évaluation.

<sup>4</sup> Les OE transmettent le résultat de leurs évaluations à l'ON.

#### **Art. 18** Compléments d'information

L'ON exige du demandeur des échantillons ou des compléments d'information, y compris les données et les résultats d'essais supplémentaires, s'il s'avère, en cours d'évaluation, que de tels essais sont nécessaires pour l'évaluation des risques.

#### **Art. 19** Délais de traitement

<sup>1</sup> Après réception du dossier complet, l'ON rend sa décision sans délai excessif, mais au plus tard dans les délais suivants:

- |                                                         |          |
|---------------------------------------------------------|----------|
| a. <sup>44</sup> pour une autorisation A <sub>L</sub> : | 12 mois  |
| b. <sup>45</sup> pour un enregistrement:                | 60 jours |

<sup>42</sup> RS 814.911

<sup>43</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe 5 à l'O du 10 sept. 2008 sur la dissémination dans l'environnement, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> oct. 2008 (RO 2008 4377).

<sup>44</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO 2009 1759).

<sup>45</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 fév. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (RO 2007 851).

c. <sup>46</sup> pour une autorisation A <sub>N</sub> :	60 jours
d. pour une autorisation A <sub>nL</sub> :	12 mois
e. pour une autorisation A <sub>nL</sub> , avec évaluation et recommandation émanant d'un Etat membre de l'UE ou de l'AELE:	6 mois
f. pour la reconnaissance d'une autorisation émanant d'un Etat membre de l'UE ou de l'AELE:	4 mois
g. <sup>47</sup> pour la reconnaissance d'un enregistrement émanant d'un Etat membre de l'UE ou de l'AELE:	60 jours
h. <sup>48</sup> pour l'autorisation ou l'enregistrement d'une formulation-cadre:	60 jours
i. pour l'autorisation ou l'enregistrement de produits biocides consistant en des microorganismes pathogènes ou génétiquement modifiés, ou contenant de tels microorganismes:	12 mois.

<sup>2</sup> Si l'ON exige un complément d'information, les délais sont suspendus jusqu'au dépôt des données complémentaires.

<sup>3</sup> Au surplus, la procédure est régie par l'ordonnance du 17 novembre 1999 sur les délais d'ordre impartis pour le traitement des demandes de première instance dans les procédures de droit fédéral de l'économie<sup>49</sup>.

## Art. 20 Décision

<sup>1</sup> L'ON statue sur les demandes d'autorisation, d'enregistrement ou de reconnaissance par voie de décision.

<sup>2</sup> La décision mentionne:

- <sup>50</sup> le nom ainsi que le domicile, le siège social ou la succursale du demandeur;
- le nom commercial sous lequel le produit biocide est admis sur le marché;
- la désignation de toutes les substances actives, leur concentration exprimée en unités métriques et le type de formulation du produit biocide;
- l'identité de toutes les substances actives et leur concentration exprimée en unités appropriées dans le cas des produits biocides qui consistent en des microorganismes pathogènes ou génétiquement modifiés, ou qui contiennent de tels microorganismes;

<sup>46</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 fév. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (RO 2007 851).

<sup>47</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 fév. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (RO 2007 851).

<sup>48</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 fév. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (RO 2007 851).

<sup>49</sup> RS 172.010.14

<sup>50</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 fév. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (RO 2007 851).

- e. le nom et l'adresse du fabricant du produit biocide et des substances actives qu'il contient;
  - f. la durée de validité de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la reconnaissance;
  - g. le numéro fédéral d'autorisation, d'enregistrement ou de reconnaissance;
  - h. l'usage ou les usages prévus, en particulier le type de produit et le domaine d'utilisation, les catégories d'utilisateurs et les méthodes d'utilisation;
  - i. les informations confidentielles.
- <sup>3</sup> L'ON peut assortir sa décision de conditions. Il peut notamment:
- a. prescrire le monitoring d'un produit;
  - b. fixer des détails relatifs à la classification, à l'emballage, à l'étiquetage ou à la fiche de données de sécurité.

#### **Art. 21** Obligation d'informer

Le titulaire d'une autorisation, d'un enregistrement ou d'une reconnaissance (ci-après: le titulaire) est tenu de transmettre, spontanément et immédiatement, à l'ON toute nouvelle information touchant à son produit biocide et susceptible d'influencer le maintien de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la reconnaissance, en particulier:

- a. les nouvelles connaissances sur les effets du produit biocide ou de toute substance active incorporée audit produit sur l'être humain, les animaux ou l'environnement;
- b. les modifications relatives au fabricant (nom, adresse et site d'exploitation);
- c. les modifications relatives à la composition de toute substance active incorporée dans le produit biocide;
- d. les modifications relatives à la composition du produit biocide;
- e. le développement de résistances;
- f. les changements de nature administrative;
- g. les aspects particuliers tels que le genre d'emballage.

#### **Art. 22<sup>51</sup>** Inscription d'une substance active notifiée à la liste I ou IA

<sup>1</sup> Lorsqu'une substance active notifiée est inscrite sur la liste I ou IA, l'ON le communique au moment de la publication de la liste à tout titulaire d'une autorisation  $A_N$  ou  $A_C$  pour un produit biocide contenant cette substance active.<sup>52</sup>

<sup>51</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO **2009** 1759).

<sup>52</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'app. à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO **2010** 5223).

<sup>2</sup> Lorsque toutes les substances actives notifiées d'un produit biocide sont inscrites sur la liste I ou IA, le titulaire de l'autorisation de ce produit biocide doit remettre à l'ON, au plus tard au moment de l'inscription de la dernière substance active:<sup>53</sup>

- a. une demande d'autorisation A<sub>L</sub> ou d'enregistrement; ou
- b. une déclaration indiquant qu'il a l'intention de soumettre une demande de reconnaissance.

<sup>3</sup> Les demandes d'autorisation A<sub>L</sub> ou d'enregistrement peuvent faire l'objet d'une demande de prolongation de 12 mois du délai de remise. Le titulaire doit dûment motiver sa demande.

#### **Art. 23** Vérification

<sup>1</sup> L'ON peut vérifier en tout temps une autorisation, un enregistrement ou une reconnaissance.

<sup>2</sup> Il doit procéder à une vérification:

- a. s'il a connaissance de nouvelles informations au sens de l'art. 21;
- b. si des indices laissent supposer que les conditions préalables à l'autorisation, à l'enregistrement ou à la reconnaissance ne sont plus remplies.

<sup>3</sup> De son propre chef ou à la demande d'un organe d'évaluation, il exige du titulaire les compléments d'information, les documents ou les éclaircissements nécessaires à la vérification.

#### **Art. 24** Modification

<sup>1</sup> L'ON peut modifier une autorisation, un enregistrement ou une reconnaissance sur demande motivée du titulaire.

<sup>2</sup> A la demande d'un organe d'évaluation, l'ON modifie une autorisation, un enregistrement ou une reconnaissance lorsque cela s'avère nécessaire pour la protection de l'être humain, des animaux et de l'environnement, compte tenu de l'état des connaissances scientifiques et techniques les plus récentes.

#### **Art. 25** Révocation

<sup>1</sup> L'ON révoque, de son propre chef ou à la demande d'un organe d'évaluation, une autorisation, un enregistrement ou une reconnaissance après avoir entendu le titulaire:

- a. si la substance active a été radiée de la liste I ou IA ou qu'il a été décidé que la substance active ne doit pas être inscrite dans la liste I ou IA;
- b. si les conditions pour l'autorisation, l'enregistrement ou la reconnaissance du produit biocide ne sont plus remplies;

<sup>53</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'app. à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

- c. si le produit biocide ne remplit plus les exigences auxquelles doivent satisfaire les substances actives inscrites dans la liste I ou IA;
- d. s'il s'avère que la demande du titulaire sur laquelle repose l'autorisation, l'enregistrement ou la reconnaissance comporte des informations fausses ou fallacieuses.

<sup>2</sup> En accord avec les organes d'évaluation, l'ON peut également révoquer l'autorisation, l'enregistrement ou la reconnaissance sur demande motivée du titulaire.

<sup>3</sup> En cas de révocation, il peut accorder des délais, en particulier:

- a. pour l'écoulement des stocks existants;
- b. pour l'utilisation prolongée du produit biocide.

#### **Art. 26**           Renouvellement

<sup>1</sup> Le titulaire d'une autorisation, d'un enregistrement ou d'une reconnaissance peut en demander le renouvellement à l'échéance de la validité.

<sup>2</sup> La demande de renouvellement doit être adressée à l'ON:

- a. 4 mois avant l'échéance de l'autorisation  $A_L$  ou  $A_{nL}$ ;
- b. 2 mois avant l'échéance de l'enregistrement;
- c. 2 mois avant l'échéance de la reconnaissance;
- d. 1 mois avant l'échéance de l'autorisation  $A_E$ .

<sup>3</sup> L'ON examine la demande de renouvellement sur la base de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la reconnaissance existant. Il peut exiger du demandeur des échantillons ou un complément d'information pour procéder à l'évaluation des risques liés au produit biocide.

<sup>4</sup> Il peut prolonger l'autorisation, l'enregistrement ou la reconnaissance jusqu'à la décision définitive de renouvellement.

<sup>5</sup> Le renouvellement est accordé pour les durées de validité maximales fixées à l'art. 8, al. 1.

<sup>5bis</sup> L'ON peut prolonger une autorisation  $A_N$  ou  $A_C$  si l'évaluation d'une demande d'autorisation  $A_L$  prend du retard parce qu'un complément d'information est exigé en vertu de l'art. 19, al. 2.<sup>54</sup>

<sup>6</sup> Les autorisations  $A_{nL}$  accordées sur la base d'une évaluation et d'une recommandation émanant d'un Etat membre de l'UE ou de l'AELE ne sont pas renouvelables.<sup>55</sup>

<sup>54</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO 2009 1759).

<sup>55</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO 2009 1759).



## Section 5

### Recours aux données de demandeurs précédents et durée de protection des données

#### Art. 27 Recours aux données de demandeurs précédents

<sup>1</sup> L'ON renonce aux données du demandeur et recourt aux données d'un demandeur précédent dans les cas suivants:

- a. lorsque le nouveau demandeur présente une lettre d'accès délivrée par le demandeur précédent; ou
- b. lorsque la durée de protection des données est expirée.

<sup>2</sup> Si le demandeur démontre que son produit biocide est similaire à un produit biocide déjà autorisé ou enregistré et que les substances actives des deux produits sont identiques, y compris le degré de pureté et la nature des impuretés, il peut exiger que l'ON se réfère au dossier déposé par le demandeur précédent, sous réserve de l'al. 1 et de l'art. 28.

<sup>3</sup> Les dispositions de la présente section sont sans préjudice des règles du droit de la concurrence et du droit de la propriété intellectuelle.

#### Art. 28 Durées de protection des données

Les durées de protection des données sont les suivantes:

- a. pour une substance active non notifiée: quinze ans à compter de l'inscription dans la liste I ou IA;
- b.<sup>56</sup> pour une substance active notifiée: jusqu'au 14 mai 2014 pour les données présentées pour la première fois; si la substance active est inscrite dans la liste I ou IA ou que son inscription est élargie à un type de produit supplémentaire, les nouvelles données présentées sont protégées pendant dix ans à compter de l'inscription de la substance active dans l'une des listes ou à partir de l'élargissement de l'inscription à un nouveau type de produit;
- c. pour de nouvelles informations entraînant le transfert de la substance active dans une autre liste ou son maintien dans la liste: la durée de protection prévue à la let. a ou b poursuit ses effets, mais est d'au moins cinq ans;
- d. pour un produit biocide contenant une substance active non notifiée et au bénéfice d'une autorisation A<sub>L</sub> ou A<sub>nL</sub>, d'un enregistrement ou d'une reconnaissance d'autorisation ou d'enregistrement: dix ans pour les données présentées pour la première fois lors de la demande pour le nouveau produit biocide, à compter de son autorisation ou de son enregistrement dans un Etat membre de l'UE ou de l'AELE;

<sup>56</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'app. à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

- e.<sup>57</sup> pour un produit biocide contenant des substances actives notifiées: jusqu'au 14 mai 2014 pour les données présentées (autorisation A<sub>N</sub>); si les substances actives sont inscrites dans la liste I ou IA ou que leur inscription est élargie à un type de produit supplémentaire, les nouvelles données présentées sont protégées pendant dix ans à compter de l'inscription de la dernière substance active dans l'une des listes ou à partir de l'élargissement de l'inscription à un nouveau type de produit (autorisation A<sub>L</sub> ou enregistrement ou reconnaissance);
- f. pour de nouvelles informations concernant un produit biocide: la durée de la protection prévue à la let. d ou e poursuit ses effets, mais est d'au moins cinq ans.

**Art. 29** Obligation de déposer une demande préalable pour éviter des essais sur les vertébrés, recours aux données et indemnisation

<sup>1</sup> Les art. 22, al. 1, 23 et 24 OChim<sup>58</sup> s'appliquent par analogie à l'obligation de déposer une demande préalable pour éviter des essais sur les vertébrés, au recours aux données et à l'indemnisation du demandeur précédent; lorsque l'OChim parle de notification de substances, il faut entendre par analogie l'autorisation ou l'enregistrement de produits biocides au sens de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Le demandeur doit, dans sa demande préalable, apporter la preuve qu'il a l'intention de demander une autorisation ou un enregistrement en son nom propre.

## **Section 6 Autorisation lors de situations exceptionnelles (AE)**

### **Art. 30**

<sup>1</sup> L'ON peut déroger aux dispositions des art. 4 et 5 et des sections 2 à 4, et autoriser certains produits biocides pour un emploi limité et contrôlé (autorisation A<sub>E</sub>), s'il n'y a pas d'autres moyens pour maîtriser un danger imprévu.<sup>59</sup>

<sup>2</sup> Les produits biocides doivent remplir les conditions prévues à l'art. 11, al. 1.

<sup>3</sup> L'autorisation A<sub>E</sub> est exclue pour les produits biocides consistant en des micro-organismes génétiquement modifiés ou contenant de tels microorganismes.

<sup>57</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'app. à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

<sup>58</sup> RS 813.11

<sup>59</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'app. à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

### Chapitre 3 Recherche et développement

#### Art. 31 Obligation de consigner et d'annoncer

<sup>1</sup> Toute personne qui met sur le marché, à des fins de recherche et de développement, des produits biocides n'étant ni autorisés, ni enregistrés, ni reconnus, ou des substances actives exclusivement destinées à être incorporées dans des produits biocides, est tenue de consigner les données suivantes:

- a. l'identité et l'origine des produits biocides ou des substances actives;
- b. les données d'étiquetage;
- c. les quantités livrées;
- d. les nom et adresse du destinataire des produits biocides ou des substances actives;
- e. toutes les données disponibles concernant les éventuels effets sur l'être humain, les animaux et l'environnement.

<sup>2</sup> Toute personne qui met sur le marché des produits biocides ou des substances actives visés à l'al. 1 à des fins de recherche et de développement scientifiques au sens de l'art. 2, al. 2, let. h, OChim<sup>60</sup>, est tenue de mettre les données consignées à la disposition de l'ON, si celui-ci en fait la demande.

<sup>3</sup> Toute personne qui met sur le marché des produits biocides ou des substances actives visés à l'al. 1 à des fins de recherche et de développement de production au sens de l'art. 2, al. 2, let. i, OChim, est tenue d'annoncer les données consignées à l'ON avant la mise sur le marché.

#### Art. 32 Permis obligatoire des essais de dissémination

<sup>1</sup> Il y a lieu d'obtenir un permis de l'ON avant toute mise sur le marché des produits biocides ou des substances actives visés à l'art. 31, al. 1, s'ils sont destinés à des fins de recherche et de développement et qu'il y a risque de dissémination dans l'environnement.

<sup>2</sup> La demande de permis doit comporter les données visées à l'art. 31, al. 1.

<sup>3</sup> L'ON peut refuser d'octroyer le permis si les essais prévus sont susceptibles d'entraîner des effets inacceptables sur l'être humain, les animaux et l'environnement.

<sup>4</sup> Il peut assortir le permis de conditions. Il peut fixer en particulier:

- a. la durée des essais ou des tests;
- b. les quantités maximales admises;
- c. la limitation des zones à traiter.

<sup>60</sup> RS 813.11

<sup>5</sup> Si les produits biocides ou substances actives destinés à faire l'objet d'essais consistent en des microorganismes pathogènes ou génétiquement modifiés, ou qu'ils contiennent de tels microorganismes, il y a lieu de suivre la procédure d'autorisation obligatoire prévue par l'ODE<sup>61</sup>.

## Chapitre 4 Secret de fabrication ou d'affaires

### Art. 33 Principe

<sup>1</sup> Le demandeur doit désigner les données qu'il estime relever du secret de fabrication ou d'affaires et qui doivent être traitées confidentiellement. Il doit motiver de manière exhaustive cette désignation.

<sup>2</sup> Les données confidentielles relatives aux produits biocides et aux substances actives sont traitées par les autorités d'exécution conformément à l'art. 85, al. 1 à 4, OChim<sup>62</sup>.

<sup>3</sup> Les données présentées pour la reconnaissance d'une autorisation ou d'un enregistrement sont traitées de manière confidentielle si elles sont considérées comme confidentielles par un Etat membre de l'UE ou de l'AELE.

<sup>4</sup> L'accès aux données sur les produits biocides et les substances actives qui consistent en des organismes pathogènes ou génétiquement modifiés, qui contiennent de tels organismes ou qui sont obtenus à partir d'organismes génétiquement modifiés, est régi par l'art. 18 LGG ou par l'art. 29*h* LPE.

### Art. 34 Exclusion de la confidentialité

<sup>1</sup> Une fois l'autorisation, l'enregistrement ou la reconnaissance accordés, la confidentialité ne s'applique en aucun cas:

- a. au nom et à l'adresse du demandeur;
- b. au nom et à l'adresse du fabricant du produit biocide;
- c. au nom et à l'adresse du fabricant des substances actives;
- d. à la dénomination des substances actives;
- e. à la teneur des substances actives dans le produit biocide;
- f.<sup>63</sup> à la dénomination des substances préoccupantes;
- g. au nom commercial du produit biocide;
- h. aux données physiques et chimiques concernant la substance active ou le produit biocide;

<sup>61</sup> RS 814.911

<sup>62</sup> RS 813.11

<sup>63</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 7 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO 2012 6103).

- i. au résumé des résultats des essais requis et destinés à établir l'efficacité de la substance ou du produit biocide et ses incidences sur l'être humain, les animaux et l'environnement, ainsi que, le cas échéant, son aptitude à favoriser la résistance;
- j. aux méthodes d'analyse permettant d'identifier de manière fiable les substances actives conformément à l'art. 11, al. 1, let. b;
- k. aux moyens mis en oeuvre pour rendre la substance active ou le produit biocide inoffensif;
- l. aux méthodes et précautions recommandées pour réduire les risques lors de l'utilisation du produit biocide ainsi que les risques d'incendie ou autres dangers;
- m. aux procédures à suivre et aux mesures à prendre au cas où le produit se serait répandu ou en cas de fuite;
- n. aux premiers soins et aux conseils médicaux à donner en cas de lésions corporelles;
- o. aux méthodes d'élimination du produit biocide et de son emballage;
- p. aux informations figurant sur la fiche de données de sécurité.

<sup>2</sup> La publication de données non confidentielles concernant des produits biocides est régie par l'art. 85, al. 6, OChim.<sup>64</sup>

## Chapitre 5 Classification, emballage, dénaturation, étiquetage et fiche de données de sécurité

### Art. 35<sup>65</sup> Classification

<sup>1</sup> L'art. 10 OChim<sup>66</sup> s'applique par analogie à la classification des produits biocides; lorsque l'OChim parle de fabricant, il faut entendre le demandeur de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la reconnaissance au sens de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Les art. 8 et 9 OChim s'appliquent à la classification des substances actives destinées à être incorporées dans les produits biocides.

### Art. 36 Emballage

<sup>1</sup> L'art. 34e OChim<sup>67</sup> s'applique par analogie à l'emballage des produits biocides et l'art. 34a OChim par analogie à celui des substances actives destinées à être incorporées dans les produits biocides. Lorsque l'OChim parle de substances et de prépa-

<sup>64</sup> Introduit par le ch. 1 de l'app. à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

<sup>65</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 7 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO 2012 6103).

<sup>66</sup> RS 813.11

<sup>67</sup> RS 813.11

rations dangereuses, il faut entendre, au sens de la présente ordonnance, tous les produits biocides et les substances actives destinées à être incorporées dans les produits biocides.<sup>68</sup>

<sup>2</sup> Les produits biocides susceptibles d'être confondus avec des denrées alimentaires au sens de la loi du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires<sup>69</sup> ou avec des aliments pour animaux au sens de l'art. 2, al. 1, de l'ordonnance du 26 mai 1999 sur les aliments pour animaux<sup>70</sup> doivent être emballés de manière à ce que le risque de méprise soit réduit au strict minimum.

#### **Art. 37** Dénaturation

Les produits biocides susceptibles d'être confondus avec des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux et accessibles au grand public doivent être additionnés d'un agent dénaturant.

#### **Art. 38** Etiquetage

<sup>1</sup> Les informations relatives aux produits biocides ne doivent pas induire en erreur ni comporter des données fausses ou incomplètes, ni taire des faits de sorte que l'acquéreur puisse se méprendre au sujet de la nature, de la composition ou de l'usage prévu du produit biocide.

<sup>2</sup> L'art. 34e OChim<sup>71</sup> s'applique par analogie à l'étiquetage des produits biocides. Lorsque l'OChim parle de fabricant, il faut entendre le titulaire au sens de la présente ordonnance.<sup>72</sup>

<sup>3</sup> En sus des données visées à l'al. 2, l'étiquetage doit porter les indications suivantes:<sup>73</sup>

- a. l'identité de toute substance active et sa concentration en unités métriques;
- b. le numéro fédéral d'autorisation, d'enregistrement ou de reconnaissance;
- c. le type de formulation;
- d. les usages pour lesquels le produit biocide est autorisé, enregistré ou reconnu;
- e. les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques;
- f. les éventuels effets secondaires indésirables, directs ou indirects;
- g. les instructions de premiers soins;

<sup>68</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 7 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO 2012 6103).

<sup>69</sup> RS 817.0

<sup>70</sup> RS 916.307

<sup>71</sup> RS 813.11

<sup>72</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 7 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO 2012 6103).

<sup>73</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 7 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO 2012 6103).

- h. la phrase «Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi», si le produit est accompagné d'une notice explicative;
  - i. des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage;
  - j. le numéro ou la désignation du lot du produit;
  - k. la date de péremption valable dans des conditions de conservation conformes aux prescriptions;
  - l. le cas échéant, les données suivantes:
    - 1. le temps de réaction nécessaire à l'effet biocide,
    - 2. l'intervalle de sécurité à respecter entre les applications du produit biocide,
    - 3. l'intervalle de sécurité à respecter entre l'application du produit biocide et l'emploi consécutif de la chose traitée ou l'accès consécutif de l'être humain ou des animaux à la zone traitée avec le produit biocide, y compris les indications concernant:
      - les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées,
      - le nettoyage du matériel,
    - 4. les mesures de précaution pour l'emploi, le stockage et le transport.
- <sup>4</sup> Le cas échéant, il y a lieu d'indiquer en sus:
- a. les catégories d'utilisateurs;
  - b. toute information relative aux risques spécifiques pour l'environnement, en particulier pour assurer la protection des organismes non visés et éviter la contamination de l'eau;
  - c. dans le cas de produits biocides consistant en des microorganismes pathogènes ou génétiquement modifiés, ou contenant de tels microorganismes, les données d'étiquetage requises par la directive 2000/54/CE du Parlement européen et du Conseil, du 18 septembre 2000, concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail<sup>74</sup>;

<sup>5</sup> Les données visées aux al. 3, let. c, e, f, g, i à l, et 4, let. b, peuvent figurer sur l'emballage ou dans une notice explicative jointe à l'emballage.<sup>75</sup>

<sup>5bis</sup> S'il s'agit de produits biocides consistant en des microorganismes pathogènes ou génétiquement modifiés ou contenant de tels microorganismes, les données visées à l'al. 4, let. b, doivent figurer sur l'étiquette.<sup>76</sup>

<sup>74</sup> JOCE n° L 262 du 17.10.2000, p. 21

<sup>75</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO 2009 1759).

<sup>76</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO 2009 1759).

<sup>6</sup> L'art. 34b, al. 1 à 3, OChim s'applique par analogie à l'étiquetage des substances actives destinées à être incorporées dans les produits biocides.<sup>77</sup>

#### **Art. 39** Déclaration des microorganismes génétiquement modifiés

<sup>1</sup> Les produits biocides consistant en des microorganismes génétiquement modifiés ou contenant de tels microorganismes doivent être étiquetés en tant que tels.

<sup>2</sup> L'étiquetage de ces produits doit comporter l'une des indications suivantes:

- a. «aus gentechnisch verändertem X/produit à partir de X modifié par génie génétique/da X modificato/a con tecnologia genetica»; ou
- b. «aus genetisch verändertem X/produit à partir de X génétiquement modifié/da X geneticamente modificato/a».

<sup>3</sup> S'agissant des produits biocides contenant des traces involontaires de microorganismes génétiquement modifiés qui sont au bénéfice d'une autorisation et dont la concentration est inférieure à 0,1 % masse, l'ON peut accorder, cas par cas, une dérogation à l'obligation de déclarer.<sup>78</sup>

#### **Art. 40**<sup>79</sup> Fiche de données de sécurité

Une fiche de données de sécurité doit être établie, fournie et mise à jour conformément aux art. 7 et 51 à 55 OChim<sup>80</sup> pour tout produit biocide ou substance active destinée à être incorporée dans un produit biocide; il n'est pas nécessaire d'y joindre les scénarios d'exposition exigés selon l'art. 53, al. 3 OChim; lorsque l'OChim parle de fabricant, il faut entendre le demandeur au sens de la présente ordonnance.

#### **Art. 40a**<sup>81</sup> Conservation des dossiers, des échantillons et des fiches de données de sécurité

<sup>1</sup> Les dossiers relatifs à l'évaluation et à la classification des substances actives et des produits biocides ainsi que les spécimens et les échantillons doivent être conservés conformément à l'art. 58, al. 2, OChim<sup>82</sup>.

<sup>2</sup> Les fiches de données de sécurité doivent être conservées conformément à l'art. 56 OChim.

<sup>77</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 7 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO 2012 6103).

<sup>78</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe 5 à l'O du 10 sept. 2008 sur la dissémination dans l'environnement, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> oct. 2008 (RO 2008 4377).

<sup>79</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 7 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO 2012 6103).

<sup>80</sup> RS 813.11

<sup>81</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 28 fév. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (RO 2007 851).

<sup>82</sup> RS 813.11



## Chapitre 6 Utilisation des produits biocides

### Art. 41 Devoir de diligence

<sup>1</sup> Toute personne qui effectue des opérations en rapport avec un produit biocide ou ses déchets doit veiller à ce qu'ils ne mettent pas en danger l'être humain, les animaux et l'environnement.

<sup>2</sup> Il y a lieu d'observer les informations figurant sur l'emballage, sur la fiche de données de sécurité et sur les instructions d'emploi.

<sup>3</sup> Le produit biocide ne doit être employé que pour l'usage prévu. Seuls sont admis les appareils permettant un emploi correct et ciblé du produit biocide.

<sup>4</sup> L'emploi du produit biocide doit être limité au strict minimum.

### Art. 41<sup>a</sup><sup>83</sup>

### Art. 42 Entreposage

Les art. 72 et 77 OChim<sup>84</sup> s'appliquent à l'entreposage des produits biocides.

### Art. 43<sup>85</sup> Remise

<sup>1</sup> Les art. 73, 74 et 78 à 81 OChim<sup>86</sup> ainsi que l'annexe 1.10 ORRChim<sup>87</sup> s'appliquent à la remise des produits biocides.

<sup>2</sup> Les produits biocides dont l'étiquetage mentionne un des éléments listés à l'annexe 6, ch. 1.2, let. a ou b, ou ch. 2.2, let. a ou b, OChim ne peuvent pas être remis au grand public.

### Art. 44 Obligation de reprendre et obligation de rapporter

<sup>1</sup> Toute personne qui met sur le marché des produits biocides est tenue de reprendre les produits biocides qu'elle a remis au consommateur lorsque celui-ci n'en a plus besoin, et d'en assurer l'élimination conforme; les produits biocides vendus au détail doivent être repris gratuitement.

<sup>2</sup> L'obligation de rapporter les produits biocides est régie par l'annexe 2.4, ch. 5, ORRChim<sup>88</sup>.

<sup>83</sup> Introduit par le ch. 1 de l'annexe à l'O du 10 nov. 2010 (RO 2010 5223). Abrogé par le ch. 1 de l'annexe à l'O du 7 nov. 2012, avec effet au 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO 2012 6103).

<sup>84</sup> RS 813.11

<sup>85</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 7 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO 2012 6103).

<sup>86</sup> RS 813.11

<sup>87</sup> RS 814.81

<sup>88</sup> RS 814.81

**Art. 45<sup>89</sup>** Vol, perte, mise sur le marché par erreur

L'art. 82 OChim<sup>90</sup> s'applique au vol, à la perte ou à la mise sur le marché par erreur de produits biocides.

**Art. 46<sup>91</sup>** Emploi

<sup>1</sup> Seuls les produits biocides autorisés, enregistrés ou reconnus et étiquetés conformément aux dispositions de la présente ordonnance peuvent être employés à des fins professionnelles ou commerciales, à l'exception de la recherche et du développement.

<sup>2</sup> En dérogation à l'al. 1, les produits biocides dont l'ON a révoqué une autorisation sur la base d'une décision de l'UE peuvent être employés à titre professionnel ou commercial pendant douze mois à compter de la décision de l'UE.

**Art. 47<sup>92</sup>** Restrictions d'emploi

Les produits biocides consistant en des microorganismes pathogènes ou contenant de tels microorganismes sont soumis aux restrictions prévues à l'art. 13 ODE<sup>93</sup>; les produits de protection du bois sont en sus soumis par analogie aux restrictions d'emploi prévues à l'annexe 2.4, ch. 1, ORRChim<sup>94</sup>.

**Art. 48** Usages soumis à autorisation

L'emploi de certains produits biocides est soumis à une autorisation au sens des art. 4 à 6 ORRChim<sup>95</sup>.

**Art. 49** Permis

Toute personne qui emploie des produits biocides au sens de l'art. 7, al. 1, let. a, ch. 2 à 4, et al. 2, ORRChim<sup>96</sup>, doit être en possession d'un permis au sens des art. 7 à 13 ORRChim.

**Art. 50** Publicité

<sup>1</sup> Seuls les produits biocides autorisés, enregistrés ou reconnus peuvent faire l'objet de publicité.

<sup>89</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 7 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO 2012 6103).

<sup>90</sup> RS 813.11

<sup>91</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'app. à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

<sup>92</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe 5 à l'O du 10 sept. 2008 sur la dissémination dans l'environnement, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> oct. 2008 (RO 2008 4377).

<sup>93</sup> RS 814.911

<sup>94</sup> RS 814.81

<sup>95</sup> RS 814.81

<sup>96</sup> RS 814.81

<sup>2</sup> La publicité pour un produit biocide ne doit en aucun cas être présentée de manière à induire en erreur à propos des risques que le produit représente pour l'être humain et l'environnement; les mentions telles que «produit biocide à faible risque», «non toxique» ou «ne nuit pas à la santé» sont interdites.

<sup>3</sup> La publicité pour un produit biocide doit être présentée en mettant clairement en évidence les mentions suivantes:

- a. «Utilisez les biocides avec précaution»; le terme «biocide» peut être remplacé par le type de produit correspondant selon l'annexe 10;
- b. «Avant toute utilisation, lisez l'étiquette et les informations concernant le produit».

<sup>3bis</sup> Toute personne qui fait de la publicité pour des produits biocides dangereux que le grand public a la possibilité d'acheter sans avoir vu préalablement l'étiquetage doit indiquer leurs propriétés dangereuses de manière compréhensible et clairement lisible ou audible.<sup>97</sup>

<sup>4</sup> L'art. 83 OChim<sup>98</sup> s'applique par analogie aux échantillons.<sup>99</sup>

## Chapitre 7 Exécution

### Section 1 Confédération

**Art. 51** ON et comité de direction

L'ON et le comité de direction sont réglés à l'art. 89 OChim<sup>100</sup>.

**Art. 52** Organes d'évaluation

Les OE pour les produits biocides sont:

- a. l'OFSP, pour la protection de la vie et de la santé humaines;
- b. l'OFEV, pour la protection de l'environnement et, indirectement, de l'être humain;
- c. le Secrétariat d'Etat à l'économie, pour la protection des travailleurs;
- d. l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), pour l'agronomie;
- e. l'Office vétérinaire fédéral (OVF), pour la santé animale.

<sup>97</sup> Introduit par le ch. 1 de l'annexe à l'O du 7 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO 2012 6103).

<sup>98</sup> RS 813.11

<sup>99</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'app. à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

<sup>100</sup> RS 813.11

**Art. 53** Tâches de l'ON et collaboration

<sup>1</sup> L'ON:

- a. se procure les évaluations et les avis des OE compétents;
- b. émet ses décisions en accord avec les organes d'évaluation;
- c. analyse par échantillonnage la composition des produits biocides mis sur le marché.

<sup>2</sup> Il invite les autorités cantonales d'exécution, le cas échéant à la demande des organes d'évaluation:

- a. à effectuer les contrôles visés à l'art. 58;
- b. à prélever des échantillons pour les analyses visées à l'al. 1, let. c.

<sup>3</sup> Les demandes faites par les OE en vertu des art. 23 à 25 et 56 lient l'ON.

**Art. 54** Centre d'information toxicologique

L'art. 91 OChim<sup>101</sup> s'applique au centre d'information toxicologique.

**Art. 55** Commissions d'experts

Les art. 92 et 93 OChim<sup>102</sup> s'appliquent aux commissions d'experts.

**Art. 56** Surveillance des importations et des exportations

<sup>1</sup> Les bureaux de douane contrôlent, sur demande de l'ON, si les produits biocides sont conformes aux dispositions de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Les OE peuvent demander à l'ON d'intervenir en application de l'al. 1.

**Art. 57** Emoluments

Le régime et le calcul des émoluments pour les actes administratifs auxquels les autorités fédérales d'exécution procèdent en vertu de la présente ordonnance sont régis par l'ordonnance du 18 mai 2005 sur les émoluments perçus en application de la législation sur les produits chimiques<sup>103</sup>.

**Section 2** Cantons**Art. 58** Contrôles ultérieurs

<sup>1</sup> Les autorités cantonales d'exécution contrôlent les produits biocides mis sur le marché ou employés par les fabricants.

<sup>101</sup> RS 813.11

<sup>102</sup> RS 813.11

<sup>103</sup> RS 813.153.1

<sup>2</sup> Elles vérifient:

- a. que les produits biocides mis sur le marché sont autorisés, enregistrés ou reconnus;
- b. que les substances actives mises sur le marché satisfont aux conditions prévues à l'art. 10;
- c. que les produits biocides mis sur le marché à des fins de recherche et de développement satisfont aux conditions prévues aux art. 31 et 32;
- d. que les décisions au sens de l'art. 20 sont respectées, en particulier en ce qui concerne les prescriptions relatives à l'emballage et à l'étiquetage ainsi qu'à l'établissement des fiches de données de sécurité;
- e. que les prescriptions sur la remise et la conservation des fiches de données de sécurité sont respectées;
- f. que les dispositions particulières concernant l'utilisation des produits biocides sont respectées.

<sup>3</sup> Elles prélèvent des échantillons sur demande de l'ON.

<sup>4</sup> Au surplus, elles exercent les compétences que leur confère l'art. 42 LChim.

<sup>5</sup> Si les contrôles donnent lieu à contestation, l'autorité qui a procédé au contrôle en informe l'ON ainsi que l'autorité cantonale détentrice du pouvoir décisionnel selon l'art. 59.

#### **Art. 59**            Décision de l'autorité cantonale d'exécution

Si le contrôle révèle des infractions aux dispositions de l'art. 58, al. 2, l'autorité compétente du canton dans lequel le titulaire de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la reconnaissance, le fabricant, le responsable de la mise sur le marché ou l'utilisateur a son domicile, son siège social ou sa succursale, décide des mesures à prendre.

### **Section 3      Délégation de tâches et de compétences à des tiers**

#### **Art. 60**

<sup>1</sup> Les organes fédéraux compétents peuvent déléguer à des corporations de droit public ou à des particuliers tout ou partie des tâches et des compétences qui leur sont conférées par la présente ordonnance.

<sup>2</sup> En matière d'exécution de la protection de la santé, la délégation est limitée:

- a. à l'analyse d'échantillons (art. 53, al. 1, let. c);
- b. à la vérification du caractère complet des dossiers au sens de l'art. 16, al. 1, et à leur évaluation au sens de l'art. 17.

**Section 4 Transmission des données****Art. 61**

Les art. 86 à 88 OChim<sup>104</sup> s'appliquent par analogie à la transmission des données relatives aux produits biocides.

**Chapitre 8 Dispositions finales****Art. 62**<sup>105</sup>**Art. 63** Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2005.

<sup>104</sup> RS **813.11**

<sup>105</sup> Abrogé par le ch. 1 de l'annexe à l'O du 7 nov. 2012, avec effet au 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO **2012** 6103).

Annexe I<sup>106</sup>  
(art. 9, al. 1, let. a)

## Liste I: substances actives et exigences y afférentes pour inclusion dans des produits biocides

### Explications

<sup>1</sup> La colonne «Date d'inscription» indique la date à laquelle l'inscription de la substance active entre en vigueur.

<sup>2</sup> Les substances actives évaluées par l'UE et inscrites dans cette liste sont énumérées d'après les critères suivants: symbole, chiffre par ordre croissant et lettre par ordre alphabétique.

Nom commun	Dénomination de l'UICPA <sup>107</sup> Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques <sup>108</sup>
Abamectine	L'abamectine est un mélange d'abamectine B 1a et d'abamectine B 1b <i>Abamectine</i> : dénomination UICPA: sans objet No CE: sans objet No CAS: 71751-41-2 <i>Avermectine B 1a</i> : dénomination UICPA: (10E,14E,16E,22Z)-	La substance active doit répondre à tous les critères de pureté suivants: <i>Abamectine</i> : 900 g/kg au minimum <i>Avermectine B 1a</i> : 830 g/kg au minimum	1 <sup>er</sup> juillet 2013	30 juin 2023	18	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les produits qui sont appliqués de telle manière que les rejets dans une station d'épuration sont inévitables ne sont

<sup>106</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de l'OFSP du 2 nov. 2009 (RO **2009** 5401). Mise à jour selon le ch. I des O de l'OFSP du 28 avril 2010 (RO **2010** 1863), du 26 oct. 2010 (RO **2010** 4925), du 4 avril 2011 (RO **2011** 1403), du 16 sept. 2011 (RO **2011** 4383 4533), du 26 mars 2012 (RO **2012** 1517), du 11 oct. 2012 (RO **2012** 5549), du 21 janv. 2013 (RO **2013** 315) et du 11 juin 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2013 (RO **2013** 1711).

<sup>107</sup> Union internationale de chimie pure et appliquée/*International Union of Pure and Applied Chemistry* (IUPAC).

<sup>108</sup> Pour la mise en œuvre des principes communs de l'annexe VI de la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché des produits biocides, le contenu et les conclusions des rapports d'évaluation sont disponibles sur le site de la Commission européenne: <http://ec.europa.eu/comm/environment/biocides/index.htm>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
	(1R,4S,5'S,6S,6'R,8R,12S,13S,20R,21R,24S)-6'-[(S)-secbutyl]-21,24-dihydroxy-5',11,13,22-tétraméthyl-2-oxo-3,7,19-trioxatétracyclo[15.6.1.14,8.020,24]pentacosa-10,14,16,22-tétraène-6-spiro-2'-(5',6'-dihydro-2'H-pyran)-12-yl 2,6-didéoxy-4-O-(2,6-didéoxy-3-O-méthyl-α-L-arabino-hexopyranosyl)-3-O-méthyl-α-L-arabino-hexopyranoside No CE: 265-610-3 No CAS: 65195-55-3 Avermectine B 1b: dénomination UICPA: (10E,14E,16E,22Z)- (1R,4S,5'S,6S,6'R,8R,12S,13S,20R,21R,24S)- 21,24-dihydroxy-6'- isopropyl-5',11,13,22-tétraméthyl-2-oxo-3,7,19-trioxatétracyclo[15.6.1.14,8.020,24]pentacosa-10,14,16,22-tétraène-6-spiro-2'-(5',6'-dihydro-2'H-pyran)-12-yl 2,6-didéoxy-4-O-(2,6-didéoxy-3-O-méthyl-α-L-arabino-hexopyranosyl)-	<i>Avermectine B 1b</i> : 80 g/kg au maximum				pas autorisés aux doses pour lesquelles l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE a mis en évidence des risques inacceptables, à moins que ne soient fournies des données démontrant que le produit satisfait aux exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à l'application de mesures d'atténuation des risques appropriées. Les autorisations ne doivent être délivrées que moyennant des mesures appropriées d'atténuation des risques. De telles mesures doivent être prises, en particulier, pour limiter le plus possible l'exposition potentielle des nourrissons et des enfants.



Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
	3-O-méthyl- $\alpha$ -L- arabino- hexopyranoside No CE: 265-611-9 No CAS: 65195-56-4					
Acétate de (Z,E)-(9Z,12E)-Acétate de tétradéca-9,12- diényle	tétradéca-9,12-diényl-1- yl N° CE: sans objet N° CAS: 30507-70-1	977 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2013	31 janvier 2023	19	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou les scénarios d'exposition et les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les autorisations sont soumises à la condition suivante: les étiquettes des produits biocides contenant de l'acétate de (Z,E)-tétradéca-9,12-diényl doivent indiquer que ces produits ne doivent pas être utilisés dans des espaces où sont conservés des produits non emballés destinés à l'alimentation humaine ou animale.
Acide borique	Acide borique No CE: 233-139-2 No CAS: 10043-35-3	990 g/kg	1 <sup>er</sup> septembre 2011	31 août 2021	8	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les populations susceptibles d'être exposées au produit et les utilisations ou scénarios d'exposition n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Avant que l'ON accorde l'autorisation du produit, les OE évaluent les risques et veillent ensuite à ce que des mesures appropriées soient prises ou des conditions spécifiques imposées en vue d'atténuer les risques mis en évidence.

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>L'autorisation du produit ne peut être accordée que lorsque la demande apporte la preuve que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les produits autorisés pour les usages industriels et professionnels doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</li> <li>2. compte tenu des risques mis en évidence pour le sol et les eaux, les produits ne doivent pas être autorisés pour le traitement in situ du bois à l'extérieur ni pour le bois destiné à être exposé aux intempéries, à moins que n'aient été fournies des données démontrant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à l'application de mesures appropriées visant à atténuer les risques. En particulier, les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés pour une utilisation industrielle indiquent que le bois, après traitement, doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les pertes doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination.</li> </ol>
Acide chlorhydrique	acide chlorhydrique No CAS: sans objet No CE: 231-595-7	999 g/kg	1 <sup>er</sup> mai 2014	30 avril 2024	2	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les OE veillent à ce que les autorisations pour les produits destinés à une utilisation non professionnelle fassent l'objet d'un emballage conçu de manière à limiter l'exposition de l'utilisateur, à moins qu'il ne puisse être prouvé, dans la demande d'autorisation du produit, que les risques pour la santé humaine peuvent être ramenés à des niveaux acceptables par d'autres moyens.
Acide nonanoïque, acide pélargonique	Acide nonanoïque N° CE: 203-931-2 N° CAS: 112-05-0	896 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2013	31 janvier 2023	19	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou les scénarios d'exposition et les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.
Acide nonanoïque, acide pélargonique	Acide nonanoïque N° CE: 203-931-2 N° CAS: 112-05-0	896 g/kg	1 <sup>er</sup> octobre 2014	30 septembre 2024	2	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les OE veillent à ce que les autorisations pour les produits destinés à une utilisation non professionnelle soient subordonnées à la conception d'un emballage

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						visant à réduire au minimum l'exposition de l'utilisateur, à moins qu'il ne puisse être prouvé, dans la demande d'autorisation du produit, que les risques pour la santé humaine peuvent être ramenés à des niveaux acceptables par d'autres moyens.
Acroléine	Acrylaldéhyde No CE: 203-453-4 No CAS: 107-02-8	913 g/kg	1 <sup>er</sup> septembre 2010	31 août 2020	12	<p>Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les populations susceptibles d'être exposées au produit et les utilisations ou scénarios d'exposition n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les eaux usées contenant de l'acroléine sont contrôlées avant d'être rejetées, à moins qu'il ne puisse être prouvé que les risques pour l'environnement peuvent être réduits par d'autres moyens. Si cela s'avère nécessaire au regard des risques pour le milieu marin, les eaux usées sont stockées dans des citernes ou des réservoirs ou traitées de manière appropriée avant d'être rejetées,</li> <li>2. les produits autorisés à des fins industrielles ou professionnelles doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié et des procédures opérationnelles sécurisées doivent être établies, à moins qu'il ne puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens.</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
Alphachloralose	(R)-1,2-O-(2,2,2-trichloroéthylidène)- α-D-glucofuranose No CÉ: 240-016-7 No CAS: 15879-93-3	825 g/kg	1 <sup>er</sup> juillet 2011	30 juin 2021	14	<p>Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les populations susceptibles d'être exposées au produit et les utilisations ou scénarios d'exposition n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.</p> <p>Avant que l'ON accorde l'autorisation du produit, les OE évaluent les risques et veillent ensuite à ce que des mesures appropriées soient prises ou des conditions spécifiques imposées en vue de réduire les risques mis en évidence.</p> <p>L'autorisation du produit ne peut être accordée que lorsque la demande apporte la preuve que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable. En particulier, les produits ne sont pas autorisés en vue d'une utilisation à l'extérieur, à moins que n'aient été fournies des données démontrant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures appropriées d'atténuation des risques.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. la concentration nominale de la substance active dans les produits n'exécède pas 40 g/kg,</li> <li>2. les produits contiennent un agent provoquant une aversion et un colorant,</li> <li>3. seuls les produits destinés à être utilisés dans des caisses d'appâts inviolables et scellées sont autorisés.</li> </ol>
Anhydride borique	Trioxyde de dibore No CÉ: 215-125-8 No CAS: 1303-86-2	975 g/kg	1 <sup>er</sup> septembre 2011	31 août 2021	8	<p>Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en ques-</p>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>tion, les populations susceptibles d'être exposées au produit et les utilisations ou scénarios d'exposition n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.</p> <p>Avant que l'ON accorde l'autorisation du produit, les OE évaluent les risques et veillent ensuite à ce que des mesures appropriées soient prises ou des conditions spécifiques imposées en vue d'atténuer les risques mis en évidence.</p> <p>L'autorisation du produit ne peut être accordée que lorsque la demande apporte la preuve que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les produits autorisés pour les usages industriels et professionnels doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</li> <li>2. compte tenu des risques mis en évidence pour le sol et les eaux, les produits ne doivent pas être autorisés pour le traitement in situ du bois à l'extérieur ni pour le bois destiné à être exposé aux intempéries, à moins que n'aient été fournies des données démontrant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à l'application de mesures appropriées visant à atténuer les risques. En particulier, les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						produits autorisés pour une utilisation industrielle indiquent que le bois, après traitement, doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les pertes doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination.
Azote	Azote No CE: 231-783-9 No CAS: 7727-37-9	999 g/kg	1 <sup>er</sup> septembre 2011	31 août 2021	18	<p>Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les populations susceptibles d'être exposées au produit et les utilisations ou scénarios d'exposition n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.</p> <p>Avant que l'ON accorde l'autorisation du produit, les OE évaluent les risques et veillent ensuite à ce que des mesures appropriées soient prises ou des conditions spécifiques imposées en vue d'atténuer les risques mis en évidence.</p> <p>L'autorisation du produit ne peut être accordée que lorsque la demande apporte la preuve que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les produits ne peuvent être vendus qu'à des professionnels dûment formés et leur usage est réservé à ces professionnels,</li> <li>2. des pratiques professionnelles et des méthodes de travail sûres doivent être appliquées pour réduire les risques au minimum, y compris la mise à disposition d'équipements de protection individuelle si nécessaire.</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
<i>Bacillus thuringiensis</i> sous-espèce <i>israelensis</i> , sérotype H14, souche AM65-52	Sans objet	Absence d'impureté significative	1 <sup>er</sup> octobre 2013	30 septembre 2023	18	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les produits autorisés qui sont destinés à un usage professionnel doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens. Dans le cas des produits contenant <i>Bacillus thuringiensis</i> sous-espèce <i>israelensis</i> sérotype H14, souche AM65-52, dont des résidus peuvent subsister dans les denrées alimentaires ou les aliments pour animaux, il convient que les OE évaluent la nécessité de fixer de nouvelles concentrations maximales ou de nouvelles valeurs maximales ou de modifier les limites existantes, conformément à l'ordonnance du 26 juin 1995 sur les substances étrangères et les composants (OSEC) <sup>109</sup> ou à l'ordonnance du 26 octobre 2011 sur le Livre des aliments pour animaux (OLALA) <sup>110</sup> et qu'ils prennent toutes les mesures d'atténuation des risques appropriées pour empêcher le dépassement des concentrations maximales ou des valeurs maximales applicables.

<sup>109</sup> RS 817.021.23

<sup>110</sup> RS 916.307.1



Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
Bendiocarbe	2,2-diméthyl-1,3- benzodioxol-4-yl methylcarbamate No CAS: 22781-23-3 No CE: 245-216-8	970 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2014	31 janvier 2024	18	<p>L'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE n'a pas pris en considération toutes les utilisations potentielles et a plutôt porté notamment sur la seule application par des professionnels et a exclu le contact avec les aliments pour animaux et les denrées alimentaires ainsi que l'application directe au sol. Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les produits ne sont pas utilisés pour le traitement des surfaces susceptibles de faire l'objet d'un nettoyage humide fréquent, autre que les traitements contre les fissures, crevasses et taches, à moins que des données ne soient fournies démontrant que le produit répondra aux exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées,</li> <li>2. les produits autorisés à des fins industrielles ou professionnelles doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il puisse être démontré dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</li> <li>3. le cas échéant, des mesures sont prises afin</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						d'empêcher les butineuses d'accéder aux nids traités en enlevant les rayons ou en bloquant les entrées des nids.
Bifenthrine	2-méthylbiphényl-3-ylméthyl (IRS)- cis-3-[(Z)-2-chloro-3,3,3-trifluoroprop-1-enyl]-2,2-diméthylcyclopropane-carboxylate N° CE: sans objet N° CAS: 82657-04-3	911 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2013	31 janvier 2023	8	<p>Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou les scénarios d'exposition et les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les produits sont autorisés uniquement à des fins industrielles ou professionnelles, à moins qu'il ne soit démontré, dans la demande d'autorisation du produit, que les risques pour les utilisateurs non professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable, conformément aux art. 11 et 17 OPBio,</li> <li>2. les produits autorisés à des fins industrielles ou professionnelles doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être démontré, dans la demande d'autorisation du produit, que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</li> <li>3. des mesures appropriées d'atténuation des risques doivent être prises pour protéger les sols et les eaux. En particulier, les étiquettes et, le cas échéant, les fiches de données de sécurité des produits autorisés doivent indiquer que le bois fraîchement traité doit,</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>après traitement, être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol ou les eaux et que les quantités perdues lors de l'application du produit doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination,</p> <p>4. les produits ne doivent pas être autorisés pour le traitement in situ du bois à l'extérieur ni pour le bois qui sera exposé en permanence aux intempéries ou protégé des intempéries, mais souvent exposé à l'humidité, à moins que ne soient fournies des données démontrant que le produit remplira les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures appropriées d'atténuation des risques.</p>
Brodifacoum	3-[3-(4'-bromobiphényl-4-yl)-1,2,3,4-tétrahydro-1-naphtyl]-4-hydroxycoumarine No CE: 259-980-5 No CAS: 56073-10-0	950 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2012	31 janvier 2017	14	<p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. la concentration nominale de la substance active dans les produits n'excède pas 50 mg/ kg et seuls les produits prêts à l'emploi sont autorisés,</li> <li>2. les produits doivent contenir un agent provoquant une aversion et, s'il y a lieu, un colorant,</li> <li>3. les produits ne doivent pas être utilisés comme poison de piste,</li> <li>4. l'exposition directe et indirecte de l'homme, des animaux non visés et de l'environnement est minimisée par l'examen et l'application de toutes les mesures d'atténuation des risques disponibles et appropriées. Celles-ci incluent notamment la restriction du produit au seul usage professionnel, la fixation d'une limite maximale applicable à la taille du conditionnement et l'obligation d'utiliser des caisses d'appâts inviolables et scellées.</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
Bromadiolone	3-[3-(4'-bromo[1,1'-biphényl]-4-yl)-3-hydroxy-1-phénylpropyl]-4-hydroxy-2H-1-benzopyrane-2-one No CE: 249-205-9 No CAS: 28772-56-7	969 g/kg	1 <sup>er</sup> juillet 2011	30 juin 2016	14	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. la concentration nominale de la substance active dans les produits n'excède pas 50 mg/ kg, et seuls les produits prêts à l'emploi sont autorisés, 2. les produits contiennent un agent provoquant une aversion et, s'il y a lieu, un colorant, 3. les produits ne doivent pas être utilisés comme poison de piste, 4. l'exposition tant directe qu'indirecte de l'homme, des animaux non cibles et de l'environnement est réduite au minimum par l'examen et l'application de toutes les mesures d'atténuation des risques disponibles et appropriées. Celles-ci incluent notamment la restriction du produit au seul usage professionnel, la fixation d'une limite maximale applicable à la taille du conditionnement et l'obligation d'utiliser des caisses d'appâts inviolables et scellées.
Carbonate basique de cuivre	Carbonate basique de cuivre (II) No CE: 235-113-6 No CAS: 12069-69-1	957 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2014	31 janvier 2024	8	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.  Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. les produits ne sont pas autorisés en vue de leur application par trempage, à moins que ne soient fournies, dans la demande d'autorisation de produit,

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>des données démontrant que cette demande répond aux exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées,</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>2. dans le cas des produits autorisés à des fins industrielles, des procédures opérationnelles sécurisées doivent être établies, et les produits doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être démontré, dans la demande d'autorisation du produit, que les risques pour les utilisateurs industriels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</li> <li>3. les étiquettes et, le cas échéant, les fiches de données de sécurité des produits autorisés indiquent que le bois fraîchement traité doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable après son traitement, ou les deux, pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les quantités perdues résultant de l'application du produit doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination,</li> <li>4. les produits ne sont pas autorisés pour le traitement du bois qui sera utilisé dans les constructions en plein air situées à proximité de l'eau ou sur l'eau ou pour le traitement du bois en contact direct avec de l'eau douce, à moins que ne soient fournies des données démontrant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation appropriées.</li> </ol>
Carbonate de DDA	Masse de réaction du carbonate de	Poids sec: 740 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2013	31 janvier 2023	8	L'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE n'a pas abordé toutes les utilisations possibles; certaines

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
	N,N-didécyl- N,N-diméthylammonium et de bicarbonate de N,N-didécyl-N,N- diméthylammonium N° CE: 451-900-9 N° CAS: 894406-76-9					<p>utilisations, telles que l'utilisation par des utilisateurs non professionnels, ont été exclues. Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. des procédures opérationnelles sûres doivent être établies pour les utilisateurs industriels et les produits doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il puisse être démontré dans la demande d'autorisation du produit que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</li> <li>2. les étiquettes et, le cas échéant, les fiches de données de sécurité des produits autorisés doivent indiquer que l'application industrielle doit être effectuée dans une zone confinée ou sur une surface en dur imperméable avec enceintes de protection, que le bois fraîchement traité doit être stocké après son traitement sous abri ou sur une surface en dur imperméable, ou les deux, pour éviter des pertes directes dans le sol ou les eaux, et que les pertes liées à l'application du produit doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination,</li> <li>3. les produits ne sont pas autorisés pour le traitement du bois qui sera en contact avec de l'eau douce ou utilisé dans les constructions en plein air situées à</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						proximité de l'eau ou sur l'eau, ou pour le traitement par trempage du bois qui sera exposé en permanence aux intempéries ou fréquemment exposé à l'humidité, à moins que ne soient fournies des données démontrant que le produit répond aux exigences des art. 11 et 17 OPBio, si nécessaire par l'application de mesures d'atténuation appropriées.
Chlorophacinone	Chlorophacinone No CE: 223-003-0 No CAS: 3691-35-8	978 g/kg	1 <sup>er</sup> juillet 2011	30 juin 2016	14	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. la concentration nominale de la substance active dans les produits autres que le poison de piste n'excède pas 50 mg/kg et seuls les produits prêts à l'emploi sont autorisés, 2. les produits utilisés comme poison de piste sont mis sur le marché uniquement à destination des professionnels dûment formés, 3. les produits contiennent un agent provoquant une aversion et, s'il y a lieu, un colorant, 4. l'exposition tant directe qu'indirecte de l'homme, des animaux non cibles et de l'environnement est réduite au minimum par l'examen et l'application de toutes les mesures d'atténuation des risques disponibles et appropriées. Celles-ci incluent notamment la restriction du produit au seul usage professionnel, la fixation d'une limite maximale applicable à la taille du conditionnement et l'obligation d'utiliser des caisses d'appâts inviolables et scellées.
Chlorure d'alkyl(C <sub>12</sub> -C <sub>16</sub> ) diméthylbenzyl-ammonium;	Dénomination UICPA: sans objet No CE: 270-325-2 No CAS: 68424-85-1	Poids sec: 940 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2015	31 janvier 2025	8	L'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE n'a pas abordé tous les scénarios d'exposition et utilisations possibles; certains scénarios d'exposition et utilisations, comme l'utilisation par des non-profes-

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
C <sub>12-16</sub> -ADBAC						<p>sionnels et l'exposition des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux, ont été exclus. Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, lorsque cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. des procédures opérationnelles sécurisées doivent être établies pour les utilisateurs industriels ou professionnels, et les produits doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il puisse être démontré dans la demande d'autorisation du produit que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</li> <li>2. les produits ne doivent pas être autorisés pour le traitement du bois avec lequel des enfants sont susceptibles d'entrer en contact direct, à moins qu'il puisse être démontré dans la demande d'autorisation du produit que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable,</li> <li>3. les étiquettes et, le cas échéant, les fiches de données de sécurité des produits autorisés doivent indiquer que l'application industrielle ou professionnelle doit être effectuée dans une zone confinée ou sur une surface en dur imperméable avec enceintes de protection, que le bois fraîchement traité doit être stocké sur une surface en dur</li> </ol>



Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les quantités perdues résultant de l'application du produit doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination,</p> <p>4. les produits ne sont pas autorisés pour le traitement du bois qui sera en contact avec de l'eau douce ou utilisé dans des constructions en plein air situées à proximité de l'eau ou sur l'eau, exposé en permanence aux intempéries ou fréquemment exposé à l'humidité, à moins que ne soient fournies des données démontrant que le produit répond aux exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées.</p>
Chlorure de didécylidiméthylammonium; DDAC	Chlorure de didécylidiméthylammonium No CE: 230-525-2 No CAS: 7173-51-5	870 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2015	31 janvier 2025	8	<p>L'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE n'a pas abordé tous les scénarios d'exposition et utilisations possibles; certains scénarios d'exposition et utilisations, comme l'utilisation par des non-professionnels et l'exposition des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux, ont été exclus. Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, lorsque cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <p>1. des procédures opérationnelles sécurisées doivent être établies pour les utilisateurs industriels ou pro-</p>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>professionnels, et les produits doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il puisse être démontré dans la demande d'autorisation du produit que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>2. les produits ne doivent pas être autorisés pour le traitement du bois avec lequel des enfants sont susceptibles d'entrer en contact direct, à moins qu'il puisse être démontré dans la demande d'autorisation du produit que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable,</li> <li>3. les étiquettes et, le cas échéant, les fiches de données de sécurité des produits autorisés doivent indiquer que l'application industrielle ou professionnelle doit être effectuée dans une zone confinée ou sur une surface en dur imperméable avec enceintes de protection, que le bois fraîchement traité doit être stocké sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les quantités perdues résultant de l'application du produit doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination,</li> <li>4. les produits ne sont pas autorisés pour le traitement du bois qui sera en contact avec de l'eau douce ou utilisé dans des constructions en plein air situées à proximité de l'eau ou sur l'eau, exposé en permanence aux intempéries ou fréquemment exposé à l'humidité, à moins que ne soient fournies des données démontrant que le produit répond aux exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées.</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
<i>Cis</i> -tricos-9-ene (muscalure)	<i>cis</i> -tricos-9-ene; (Z) - tricos-9-ene N° CE: 248-505-7 N° CAS: 27519-02-4	801 g/kg	1 <sup>er</sup> octobre 2014	30 septembre 2024	19	<p>L'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE n'a pas abordé tous les scénarios d'utilisation et d'exposition possibles; certains scénarios d'utilisation et d'exposition, tels que l'utilisation en plein air et l'exposition des denrées alimentaires ou aliments pour animaux, ont été exclus. Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.</p> <p>Dans le cas des produits contenant du <i>cis</i>-tricos-9-ene dont des résidus peuvent subsister dans les denrées alimentaires ou les aliments pour animaux, il convient que les OE évaluent la nécessité de fixer de nouvelles concentrations maximales ou de nouvelles valeurs maximales ou de modifier les limites existantes, conformément à l'OSEC<sup>111</sup> ou à l'OLALA<sup>112</sup> et qu'ils prennent toutes les mesures d'atténuation des risques appropriées pour empêcher le dépassement des concentrations maximales ou des valeurs maximales applicables.</p>
Clothianidine	(E)-1-(2-chloro-1,3-thiazole-5-ylméthyl)-3-méthyl-2-nitroguanidine	950 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2010	31 janvier 2020	8	Lorsque les OE examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, ils étudient les utilisations ou les scénarios

<sup>111</sup> RS 817.021.23

<sup>112</sup> RS 916.307.1

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
	No CE: 433-460-1 No CAS: 210880-92-5					<p>d'exposition ainsi que les populations susceptibles d'être exposées au produit qui n'ont pas été suffisamment pris en considération dans l'évaluation des risques au niveau de l'UE. Lorsqu'ils accordent l'autorisation pour un produit, ils évaluent les risques. L'ON veille ensuite à l'aide de conditions ou charges spécifiques imposées à ce que des mesures appropriées soient prises en vue d'atténuer les risques identifiés.</p> <p>L'autorisation ne peut être accordée que lorsque la demande apporte la preuve que les risques peuvent être réduits à un niveau acceptable.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. compte tenu des risques identifiés en ce qui concerne le sol, les eaux de surface et les eaux souterraines, les produits ne peuvent être autorisés pour le traitement de bois destiné à un usage extérieur, à moins que des données ne soient fournies indiquant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées,</li> <li>2. les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés pour une utilisation industrielle doivent indiquer notamment que le bois traité doit être stocké après son traitement sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol et que les pertes doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination.</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
Coumatétralyl	Coumatétralyl No CE: 227-424-0 No CAS: 5836-29-3	980 g/kg	1 <sup>er</sup> juillet 2011	30 juin 2016	14	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: <ol style="list-style-type: none"> <li>1. la concentration nominale de la substance active dans les produits autres que le poison de piste n'excède pas 375 mg/kg et seuls les produits prêts à l'emploi sont autorisés,</li> <li>2. les produits doivent contenir un agent provoquant une aversion et, s'il y a lieu, un colorant,</li> <li>3. l'exposition tant directe qu'indirecte de l'homme, des animaux non cibles et de l'environnement est réduite au minimum par l'examen et l'application de toutes les mesures d'atténuation des risques disponibles et appropriées. Celles-ci incluent notamment la restriction du produit au seul usage professionnel, la fixation d'une limite maximale applicable à la taille du conditionnement et l'obligation d'utiliser des caisses d'appâts inviolables et scellées.</li> </ol>
Créosote	Créosote No CE: 232-287-5 No CAS: 8001-58-9	Créosote de classe B ou de classe C conformément à la norme européenne EN 13991:2003	1 <sup>er</sup> mai 2013	30 avril 2018	8	Les produits biocides contenant de la créosote ne peuvent être autorisés que pour les utilisations pour lesquelles l'Etat contractant délivrant l'autorisation conclut qu'il n'existe pas de produits de substitution appropriés, sur la base d'une analyse de la faisabilité technique et économique de la substitution qu'il requiert du demandeur, ainsi que de toute autre information disponible. Les Etats contractants autorisant ces produits sur leur territoire transmettent à la Commission, au plus tard le 31 juillet 2016, un rapport exposant les raisons pour lesquelles ils ont conclu à l'absence de produits de substitution appropriés et comment ils encouragent le développement de ces derniers. La Commission rendra publics ces rapports. II

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>convient de soumettre la substance active à une évaluation comparative des risques avant le renouvellement de son inscription à la présente annexe. Lorsqu'ils examinent la demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. la créosote ne peut être utilisée que dans les conditions figurant à l'annexe XVII, ligne 31, deuxième colonne, point 2, du règlement (CE) n° 1907/2006<sup>113</sup>;</li> <li>2. la créosote ne doit pas être autorisée pour le traitement du bois destiné aux utilisations visées à l'annexe XVII, ligne 31, deuxième colonne, point 3, du règlement (CE) n° 1907/2006;</li> <li>3. des mesures d'atténuation des risques appropriées doivent être prises pour protéger les travailleurs, y compris les fabricants, d'une exposition pendant le traitement du bois et la manipulation du bois traité, conformément au règlement (CE) n° 1907/2006 et à</li> </ol>

<sup>113</sup> R (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 déc. 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le R (CEE) n° 793/93 du Conseil et le R (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission, JO L 396 du 30 déc. 2006, p. 1; modifié en dernier lieu par le R (UE) n° 253/2011, JO L 69 du 16 mars 2011, p. 7. Ce texte peut être consulté à l'adresse suivante: [http://echa.europa.eu/legislation/reach\\_legislation\\_en.asp](http://echa.europa.eu/legislation/reach_legislation_en.asp).

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						la directive 2004/37/CE <sup>114</sup> ; 4. des mesures appropriées d'atténuation des risques doivent être prises pour protéger les sols et les eaux. En particulier, les étiquettes et, si elles sont fournies, les fiches de données de sécurité des produits autorisés doivent indiquer que le bois fraîchement traité doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans les sols ou les eaux et que les pertes doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination.
Cyanure d'hydrogène	Cyanure d'hydrogène N° CE: 200-821-6 N° CAS: 74-90-8	976 g/kg	1 <sup>er</sup> octobre 2014	30 septembre 2024	8, 14 et 18	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les OE veillent à ce que les autorisations de produits destinés à être utilisés en tant qu'agent de fumigation soient soumises aux conditions suivantes: 1. le produit ne peut être fourni qu'à des professionnels adéquatement formés à son utilisation, et son usage est réservé à ces professionnels, 2. des procédures opérationnelles sûres doivent être appliquées lors de la fumigation et de la ventilation pour protéger les opérateurs et les autres personnes

<sup>114</sup> Directive 2004/37/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail (6<sup>e</sup> directive particulière au sens de l'art. 16, par. 1, de la directive 89/391/CEE du Conseil; version codifiée), JO L 229 du 29 juin 2004, p. 23.

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>présentes,</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>3. la personne utilisant les produits doit porter un équipement de protection individuelle approprié comportant, le cas échéant, un appareil respiratoire autonome et une combinaison étanche au gaz,</li> <li>4. l'accès aux espaces traités est interdit tant que la ventilation n'a pas permis le retour à des niveaux de concentration dans l'air sûrs pour les opérateurs et les autres personnes présentes,</li> <li>5. il faut empêcher que l'exposition pendant et après la ventilation ne dépasse des niveaux sûrs pour les opérateurs et les autres personnes présentes, par l'établissement d'une zone d'exclusion,</li> <li>6. avant la fumigation, toute denrée alimentaire et tout objet poreux susceptible d'absorber la substance active, à l'exception du bois à traiter, doivent être soit retirés de l'espace à traiter par fumigation soit protégés contre l'absorption par des moyens adéquats et l'espace à traiter doit être protégé contre le risque d'ignition accidentelle.</li> </ol>
Dazomet	tétrahydro-3,5-diméthyl- 1,3,5-thiadiazine-2- thione No CE: 208-576-7 No CAS: 533-74-4	960 g/kg	1 <sup>er</sup> août 2012	31 juillet 2022	8	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. En particulier, les OE évaluent, le cas échéant, les risques liés à un usage autre que l'utilisation professionnelle à l'extérieur pour le traitement curatif des poteaux de bois par injection de granulés.



Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						Les autorisations sont soumises à la condition suivante: les produits autorisés à des fins industrielles ou professionnelles doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens.
Deltaméthrine	(S)- $\alpha$ -cyano-3-phénoxybenzyl(1R,3R)-3-(2,2-dibromovinyl)-2,2-diméthylcyclopropane-carboxylate No CAS: 52918-63-5 No CE: 258-256-6	985 g/kg	1 <sup>er</sup> octobre 2013	30 septembre 2023	18	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les produits ne sont pas autorisés pour les traitements à l'intérieur des locaux qui entraînent des rejets dans les stations d'épuration auxquels sont associés des risques inacceptables, d'après l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE, à moins que ne soient fournies des données démontrant que les produits répondront aux exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures appropriées de gestion des risques.
Dichlofluanide	N(dichlorofluorométhylthio)-N',N'-diméthyl-Nphénylsulfamide No CE: 214-118-7 No CAS: 1085-98-9	> 96 % p/p	1 <sup>er</sup> mars 2009	28 février 2019	8	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. les produits autorisés à des fins industrielles ou professionnelles doivent être utilisés avec un équipement de protection personnel approprié, 2. compte tenu des risques observés pour le sol, des mesures appropriées visant à atténuer les risques

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						doivent être prises pour protéger le sol, 3. les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés pour une utilisation industrielle doivent indiquer que le bois traité doit être stocké après son traitement sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol et que les pertes doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination.
Difenacoum	3-(3-biphényl-4-yl)-1,2,3,4-tétrahydro-1-naphthyl)-4-hydroxycoumarine No CE: 259-978-4 No CAS: 56073-07-5	960 g/kg	1 <sup>er</sup> avril 2010	31 mars 2015	14	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. la concentration nominale de la substance active dans les produits n'exède pas 75 mg/kg, et seuls les produits prêts à l'emploi sont autorisés,  2. les produits doivent contenir un agent provoquant une aversion et, s'il y a lieu, un colorant, 3. ils ne doivent pas être utilisés comme poudre de piste, 4. l'exposition tant directe qu'indirecte de l'homme, des animaux non cibles et de l'environnement est minimisée par l'examen et l'application de toutes les mesures d'atténuation des risques disponibles et appropriées. Celles-ci incluent notamment la restriction du produit au seul usage professionnel, la fixation d'une limite maximale applicable aux dimensions du conditionnement et l'obligation d'utiliser des caisses d'appâts inviolables et scellées.
Diféthialone	3-[3-(4'-bromo [1,1'biphényle]-4-yl)-1,2,3,4-tétra-hydronaphth-1-yl]-4-hydroxy-2H-1-benzothiopyranne-2-one	976 g/kg	1 <sup>er</sup> novembre 2009	31 octobre 2014	14	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. la concentration nominale de la substance active dans les produits ne doit pas excéder 0,0025 % p/p et seuls les appâts prêts à l'emploi sont autorisés,

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
	No CE: sans objet No CAS: 104653-34-1					<ol style="list-style-type: none"> <li>2. les produits doivent contenir un agent provoquant une aversion et, s'il y a lieu, un colorant,</li> <li>3. ils ne doivent pas être utilisés comme poudre de piste,</li> <li>4. l'exposition directe et indirecte de l'homme, des animaux non cibles et de l'environnement doit être minimisée par l'examen et l'application de toutes les mesures d'atténuation des risques disponibles et appropriées. Celles-ci incluent notamment la restriction du produit au seul usage professionnel, l'établissement d'une limite maximale applicable aux dimensions du conditionnement et l'obligation d'utiliser des caisses d'appâts inviolables et scellées.</li> </ol>
Diflubenzuron	1-(4-chlorophényl)-3-(2,6-difluorobenzoyl)urée No CE: 252-529-3 No CAS: 35367-38-5	960 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2015	31 janvier 2025	18	L'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE n'a pas abordé tous les scénarios d'exposition et utilisations possibles; certains scénarios d'exposition et utilisations, comme l'utilisation à l'extérieur, l'utilisation par des non-professionnels et l'exposition du bétail, ont été exclus. Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, lorsque cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Dans le cas des produits contenant du diflubenzuron dont des résidus peuvent subsister dans les denrées alimentaires ou les aliments pour animaux, il convient que les OE évaluent la nécessité de fixer de nouvelles concentrations maximales ou de nouvelles valeurs maximales ou de modifier

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>les limites existantes conformément à l'OSEC<sup>115</sup> ou à l'OLALA<sup>116</sup> (en accordant une attention particulière au métabolite PCA, génotoxique in vivo) et qu'ils prennent toutes les mesures d'atténuation des risques appropriées pour empêcher le dépassement des concentrations maximales ou des valeurs maximales applicables. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes, à moins qu'il puisse être démontré dans la demande d'autorisation du produit que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les utilisateurs professionnels doivent porter un équipement de protection individuelle approprié,</li> <li>2. les informations relatives aux produits doivent indiquer que les produits ne peuvent être utilisés que sur le fumier sec, et que le fumier doit subir un compostage aérobie complet par des professionnels avant d'être appliqué sur les terres arables,</li> <li>3. les produits ne doivent pas être utilisés dans les réseaux d'alimentation en eau.</li> </ol>
Dioxyde de carbone	dioxyde de carbone No CE: 204-696-9 No CAS: 124-38-9	990 ml/l	1 <sup>er</sup> novembre 2009	31 octobre 2019	14	<p>Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE évaluent les utilisations ou les scénarios d'exposition ainsi que les populations susceptibles d'être exposées au produit qui n'ont pas été pris en considération de façon représentative dans l'évaluation des risques au niveau de l'UE.</p> <p>Avant que l'ON accorde l'autorisation du produit, les OE évaluent les risques et veillent par la suite à ce que des mesures appropriées soient prises ou des conditions</p>

<sup>115</sup> RS 817.021.23

<sup>116</sup> RS 916.307.1

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						spécifiques imposées en vue d'atténuer les risques mis en évidence. L'autorisation d'un produit ne peut être accordée que si la demande d'autorisation démontre que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable.
Dioxyde de carbone		990 ml/l	1 <sup>er</sup> novembre 2012	31 octobre 2022	18	<p>Lorsque les OE examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, ils étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou les scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Avant que l'ON accorde l'autorisation du produit, les OE évaluent les risques et veillent ensuite à ce que des mesures appropriées soient prises ou des conditions spécifiques imposées en vue de réduire les risques mis en évidence.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. le produit ne peut être vendu qu'à des professionnels formés à son utilisation, et son usage est réservé à ces professionnels.</li> <li>2. des mesures appropriées sont prises pour protéger les opérateurs afin de réduire les risques au minimum, y compris la mise à disposition d'équipements de protection individuelle si nécessaire.</li> <li>3. des mesures appropriées sont prises pour protéger les personnes présentes, par exemple l'exclusion de ces personnes de la zone de traitement durant la fumigation.</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
Etofenprox	éther 3-phénoxybenzy- lique de 2-(4 éthoxyphé- nyl)-2-méthylpropyle No CE: 407-980-2 No CAS: 80844-07-1	970 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2010	31 janvier 2020	8	Lorsque les OE examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, ils étudient les utilisations ou les scénarios d'exposition ainsi que les populations susceptibles d'être exposées au produit qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques au niveau de l'UE. Avant que l'ON accorde l'autorisation du produit, les OE évaluent les risques. L'ON veille ensuite à l'aide de conditions ou charges spécifiques imposées à ce que des mesures appropriées soient prises en vue d'atténuer les risques identifiés. L'autorisation pour un produit ne peut être accordée que lorsque la demande apporte la preuve que les risques peuvent être réduits à un niveau acceptable. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. étant donné les risques auxquels peuvent être exposés les travailleurs, les produits ne peuvent être utilisés tout au long de l'année sans que des données relatives à l'absorption par voie cutanée soient fournies afin de démontrer qu'il n'existe pas de risque lié à l'exposition chronique, 2. les produits destinés à un usage industriel doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié.
Extrait de margousier	Dénomination de l'UICPA : sans objet No CAS: 84696-25-3 No CE: 283-644-7 Description: extrait de margousier obtenu à partir des amandes	1 000 g/kg	1 <sup>er</sup> mai 2014	30 avril 2024	18	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, lorsque cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évalua-

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
	d'Azadirachta indica extrait avec de l'eau et ultérieurement transformé au moyen de solvants organiques.					tion des risques réalisée au niveau de l'UE. Les OE veillent à ce que les autorisations soient soumi- ses à des mesures d'atténuation des risques appropriées pour la protection des eaux de surface, les sédiments et les arthropodes non ciblés.
Fénoxycarbe	Ethyl 2-(4- phénoxyphé- noxy) éthylcarbamate N° CE: 276-696-7 N° CAS: 72490-01-8	960 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2013	31 janvier 2023	8	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en ques- tion, les utilisations ou les scénarios d'exposition et les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. des mesures appropriées d'atténuation des risques doivent être prises pour protéger les sols et les eaux. En particulier, les étiquettes et, le cas échéant, les fiches de données de sécurité des produits autorisés indiquent que le bois fraîchement traité doit être stocké sous abri et/ou sur une surface en dur imper- méable pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux et que les quantités perdues en raison de l'application du produit doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination, 2. les produits ne sont pas autorisés pour le traitement du bois qui sera utilisé dans les constructions en plein air situées à proximité de l'eau ou sur l'eau, à moins que ne soient fournies des données démon- trant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures appropriées d'atténuation des risques.

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
Fenpropimorphe	(+/-)-cis-4-[3-(p-tert-butylphényl)-2-méthylpropyl]-2,6-diméthylmorpholine No CE: 266-719-9 No CAS: 67564-91-4	930 g/kg	1 <sup>er</sup> juillet 2011	30 juin 2021	8	<p>Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les populations susceptibles d'être exposées au produit et les utilisations ou scénarios d'exposition n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.</p> <p>Avant que l'ON accorde l'autorisation du produit, les OE évaluent les risques et veillent ensuite à ce que des mesures appropriées soient prises ou des conditions spécifiques imposées en vue d'atténuer les risques mis en évidence.</p> <p>L'autorisation du produit ne peut être accordée que lorsque la demande apporte la preuve que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. étant donné les hypothèses émises au cours de l'évaluation des risques, les produits autorisés à des fins industrielles doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs industriels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</li> <li>2. compte tenu des risques mis en évidence pour le sol et les eaux, des mesures appropriées visant à atténuer les risques doivent être prises pour protéger ces milieux. En particulier, les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés pour une utilisation industrielle indiquent que le bois, après traitement, doit être stocké sous abri ou</li> </ol>



Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les pertes doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination.
Fipronil	(±)-5-amino-1-(2,6-dichloro- $\alpha,\alpha,\alpha$ -trifluoro- <i>p</i> -tolyl)-4-trifluorométhylsulfanylpyrazole-3-carbonitrile (1:1) No CE: 424-610-5 No CAS: 120068-37-3	950 g/kg	1 <sup>er</sup> octobre 2013	30 septembre 2023	18	L'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE n'a porté que sur l'utilisation professionnelle à l'intérieur des locaux, dans des lieux qui sont normalement inaccessibles à l'homme et à l'animal après application du produit. Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.
Flocoumafén	4-hydroxy-3-[(1 <i>RS</i> ,3 <i>RS</i> ;1 <i>RS</i> ,3 <i>RS</i> )-1,2,3,4-tétrahydro-3-[4-(4-trifluorométhylbenzyloxy)phényl]-1-naphtyl]coumarine No CE: 421-960-0 No CAS: 90035-08-8	955 g/kg	1 <sup>er</sup> octobre 2011	30 septembre 2016	14	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. la concentration nominale de la substance active dans les produits n'excède pas 50 mg/kg et seuls les produits prêts à l'emploi sont autorisés, 2. les produits doivent contenir un agent provoquant une aversion et, s'il y a lieu, un colorant, 3. les produits ne doivent pas être utilisés comme poison de piste, 4. l'exposition directe et indirecte de l'homme, des animaux non visés et de l'environnement est minimisée par l'examen et l'application de toutes les mesures d'atténuation des risques disponibles et appropriées. Celles-ci incluent notamment la restric-

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						tion du produit au seul usage professionnel, la fixation d'une limite maximale applicable à la taille du conditionnement et l'obligation d'utiliser des caisses d'appâts inviolables et scellées.
Flufénoxuron	1-[4-(2-chloro-alpha, alpha, alpha- trifluoro-para-tolyloxy)-2- fluoro-phényl]-3-(2,6- difluoro-benzoyl)urée No CE: 417-680-3 No CAS: 101463-69-8	960 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2014	31 janvier 2017	8	<p>Il convient de soumettre le flufénoxuron à une évaluation comparative des risques avant le renouvellement de son inscription à la présente annexe. L'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE a porté sur le traitement du bois qui n'est pas destiné à la construction d'installations d'hébergement pour animaux et n'entre pas en contact avec des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux. Les produits ne sont pas autorisés pour des utilisations ou scénarios d'exposition n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les produits sont utilisés exclusivement pour le traitement du bois destiné à être utilisé à l'intérieur,</li> <li>2. pour les produits autorisés à des fins industrielles ou professionnelles, il convient d'exiger que des procédures opérationnelles sécurisées soient établies et que ces produits soient utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</li> <li>3. des mesures appropriées d'atténuation des risques sont prises afin de protéger les milieux aquatique et terrestre. En particulier, les étiquettes et/ou les</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						fiches de données de sécurité des produits autorisés indiquent que le bois fraîchement traité doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable, ou les deux, pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans l'eau et que les quantités perdues résultant de l'application de produits doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination.
Fluorure de sulfuryle	difluorure de sulfuryle No CE: 220-281-5 No CAS: 2699-79-8	> 994 g/kg	1 <sup>er</sup> janvier 2009	31 décembre 2018	8	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. les produits ne peuvent être vendus qu'à des professionnels formés à leur utilisation, et leur usage est réservé à ces professionnels, 2. des mesures visant à atténuer les risques doivent être prévues pour les opérateurs et les personnes présentes, 3. les concentrations de fluorure de sulfuryle dans les hautes couches de la troposphère doivent être surveillées, 4. les rapports relatifs à la surveillance visée au point 3 doivent être transmis tous les cinq ans, à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2009, à l'ON.
Fluorure de sulfuryle	difluorure de sulfuryle No CE: 220-281-5 No CAS: 2699-79-8	994 g/kg	1 <sup>er</sup> juillet 2011	30 juin 2021	18	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. les produits ne peuvent être vendus qu'à des professionnels formés à leur utilisation, et leur usage est réservé à ces professionnels, 2. des mesures appropriées doivent être prises pour protéger les spécialistes de la fumigation et les personnes présentes durant la fumigation ainsi que pour ventiler les bâtiments ou autres espaces clos traités,

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>3. les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits indiquent qu'avant la fumigation d'un espace clos, il y a lieu d'enlever toute denrée alimentaire,</p> <p>4. les concentrations de fluorure de sulfuryle dans les hautes couches de la troposphère font l'objet d'une surveillance,</p> <p>5. les rapports relatifs à la surveillance visée au point 4 doivent être transmis tous les cinq ans, au plus tard à compter de la cinquième année suivant l'autorisation, directement à l'ON. La limite de détection de l'analyse est de 0,5 ppt au minimum (équivalent à 2,1 ng de fluorure de sulfuryle/m<sup>3</sup> d'air de la troposphère).</p>
Hydroxyde de cuivre	Hydroxyde de cuivre (II) No CE: 243-815-9 No CAS: 20427-59-2	965 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2014	31 janvier 2024	8	<p>Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les produits ne sont pas autorisés en vue de leur application par trempage, à moins que ne soient fournies dans la demande des données démontrant que le produit répond aux exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées,</li> <li>2. dans le cas des produits autorisés à des fins industrielles, des procédures opérationnelles sécurisées</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>doivent être établies, et les produits doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être démontré, dans la demande d'autorisation du produit, que les risques pour les utilisateurs industriels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</p> <p>3. les étiquettes et, le cas échéant, les fiches de données de sécurité des produits autorisés indiquent que le bois fraîchement traité doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable après son traitement, ou les deux, pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les quantités perdues résultant de l'application du produit doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination,</p> <p>4. les produits ne sont pas autorisés pour le traitement du bois qui sera utilisé dans les constructions en plein air situées à proximité de l'eau ou sur l'eau, à moins que ne soient fournies des données démontrant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation appropriées.</p>
Imidaclopride	(2E)-1-[(6-chloropyridin-3-yl) méthyl]-N-nitroimidazolidin-2-imine No CE: 428-040-8 No CAS: 138261-41-3	970 g/kg	1 <sup>er</sup> juillet 2013	30 juin 2023	18	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les produits ne sont pas autorisés pour des utilisations dans

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						des installations d'hébergement pour animaux lorsque des rejets vers une station d'épuration ou des émissions directes dans les eaux de surface sont inévitables, à moins que ne soient fournies des données démontrant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées. Les autorisations ne doivent être délivrées que moyennant des mesures appropriées d'atténuation des risques. De telles mesures doivent être prises, en particulier, pour limiter le plus possible l'exposition potentielle des nourrissons et des enfants. Dans le cas des produits contenant de l'imidaclopride dont des résidus peuvent subsister dans les denrées alimentaires ou les aliments pour animaux, il convient que les OE évaluent la nécessité de fixer de nouvelles concentrations maximales ou de nouvelles valeurs maximales ou de modifier les limites existantes, conformément à l'OSEC ou à l'OLALA, et qu'ils prennent toutes les mesures d'atténuation des risques appropriées pour empêcher le dépassement des concentrations maximales ou des valeurs maximales applicables.
Indoxacarbe (masse de réaction composée des énantiomères S et R dans un rapport S:R de 75:25)	Masse de réaction du méthyl (S)- et du méthyl (R)-7- chloro-2,3,4a,5- tétrahydro-2- [méthoxy- carbonyl-(4- trifluorométhoxyphényl) carbamoyl]indéno[1,2- e][1,3,4]oxadiazine-4a- carboxylate (cette entrée couvre le ratio énantiomé-	796 g/kg	1 <sup>er</sup> janvier 2010	31 décembre 2019	18	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les populations susceptibles d'être exposées au produit et les utilisations ou scénarios d'exposition n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Avant que l'ON accorde l'autorisation du produit, les OE évaluent les risques et veillent ensuite à ce que des mesures appropriées soient prises ou des conditions

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
	rique S et R dans un rapport 75:25) No CE: sans objet No CAS: 173584-44-6 (énantiomère S) et 185608-75-7 (énantiomère R)					spécifiques imposées en vue d'atténuer les risques mis en évidence. L'autorisation du produit ne peut être accordée que lorsque la demande apporte la preuve que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: Des mesures appropriées visant à atténuer les risques doivent être prises afin de réduire au minimum l'exposition potentielle des humains, des espèces non visées et de l'environnement aquatique. En particulier, les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés doivent porter les mentions suivantes: 1. ne pas placer dans des endroits accessibles aux enfants ou aux animaux de compagnie, 2. tenir éloigné des systèmes d'évacuation des eaux, 3. éliminer correctement les produits non utilisés et ne pas les déverser dans les égouts. Seuls les produits prêts à l'emploi sont autorisés pour les usages non professionnels.
IPBC	Butylcarbamate de 3-iodo-2-propynyle No CE: 259-627-5 No CAS: 55406-53-6	980 g/kg	1 <sup>er</sup> juillet 2010	30 juin 2020	8	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. étant donné les risques auxquels peuvent être exposés les travailleurs, les produits autorisés à des fins industrielles ou professionnelles doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens, 2. compte tenu des risques mis en évidence pour le sol

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						et les eaux, des mesures appropriées visant à atténuer les risques doivent être prises pour protéger ces différents milieux. Les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés pour une utilisation industrielle indiquent notamment que le bois, après traitement, doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les pertes doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination.
K-HDO	1-oxyde de cyclohexyl- hydroxydiazène, sel de potassium (la présente entrée couvre également les formes hydratées du K-HDO) No CE: Non disponible No CAS: 66603-10-9	977 g/kg	1 <sup>er</sup> juillet 2010	30 juin 2020	8	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient les utilisations ou les scénarios d'exposition ainsi que les populations susceptibles d'être exposées au produit qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau UE. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: <ol style="list-style-type: none"> <li>1. compte tenu des risques possibles pour l'environnement et les travailleurs, les produits ne sont pas utilisés dans des systèmes autres que les systèmes industriels totalement automatisés et fermés, à moins que la demande d'autorisation du produit ne démontre que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable conformément aux art. 11 et 17 OPBio,</li> <li>2. étant donné les risques auxquels peuvent être exposés les travailleurs, les produits doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins que la demande d'autorisation du produit ne démontre que les</li> </ol>



Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						risques pour les utilisateurs peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens, 3. compte tenu des risques d'exposition des enfants en bas âge, les produits ne sont pas utilisés pour le traitement du bois pouvant être en contact direct avec les enfants en bas âge.
<i>Lambda-cyhalothrine</i>	Masse de réaction de (R)- $\alpha$ -cyano-3-phénoxybenzyl (1S,3S)-3-[(Z)-2-chloro-3,3,3-trifluoropropényl]-2,2-diméthylcyclopropane-carboxylate et de (S)- $\alpha$ -cyano-3-phénoxybenzyl (1R,3R)-3-[(Z)-2-chloro-3,3,3-trifluoropropényl]-2,2-diméthylcyclopropane-carboxylate (1:1) No CAS: 91465-08-6 No CE: 415-130-7	900 g/kg	1 <sup>er</sup> octobre 2013	30 septembre 2023	18	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les produits appliqués de manière telle que les rejets dans une station d'épuration sont inévitables ne sont pas autorisés, à moins que ne soient fournies des données démontrant que les produits répondront aux exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures appropriées d'atténuation des risques. Les produits autorisés qui sont destinés à un usage professionnel doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens. Dans le cas des produits contenant de la lambda-cyhalothrine dont des résidus peuvent subsister dans les denrées alimentaires ou les aliments pour animaux, il convient que les OE évaluent la nécessité de fixer de nouvelles concentrations maximales ou de nouvelles valeurs maximales ou de modifier

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						les limites existantes, conformément à l'OSEC ou à l'OLALA, et qu'ils prennent toutes les mesures d'atténuation des risques appropriées pour empêcher le dépassement des concentrations maximales ou des valeurs maximales applicables.
Méthylnonyl- cétone	Undécane-2-one No CAS: 112-12-9 No CE: 203-937-5	975 g/kg	1 <sup>er</sup> mai 2014	30 avril 2024	19	L'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE a porté sur l'utilisation à l'intérieur des locaux par des utilisateurs non professionnels. Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition, ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement, qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.
Métofluthrine	Isomère RTZ: 2,3,5,6-tétrafluoro-4- (méthoxyméthyl)benzyl- (1R,3R)-2,2-diméthyl-3- (Z)- (prop-1-enyl)cyclo- propanecarboxylate No CE: n.d. No CAS: 240494-71-7 Somme de tous les isomères: 2,3,5,6-tétrafluoro-4- (méthoxyméthyl)benzyl- (EZ)-(1R,3R); 1SR,3SR)-2,2- diméthyl- 3-prop-1-enylcyclo- propanecarboxylate	La substance active doit présenter une pureté minimale conforme aux deux niveaux suivants: Isomère RTZ 754 g/kg Somme de tous les isomères 930 g/kg	1 <sup>er</sup> mai 2011	30 avril 2021	18	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou les scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée à l'échelle de l'UE.

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
	No CE: n.d. No CAS: 240494-70-6					
N,N-diéthyl- méta-toluamide	N,N-diéthyl-m- toluamide No CE: 205-149-7 No CAS: 134-62-3	970 g/kg	1 <sup>er</sup> août 2012	31 juillet 2022	19	<p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>il convient de réduire au minimum le risque de base pour l'homme par l'étude et la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques appropriées, notamment, le cas échéant, la mention de consignes relatives à la quantité recommandée et à la fréquence d'application du produit sur la peau humaine,</li> <li>les étiquettes des produits destinés à l'application sur la peau humaine, les cheveux ou les vêtements doivent indiquer que le produit ne peut faire l'objet que d'une utilisation restreinte chez l'enfant de 2 à 12 ans et qu'il ne peut être utilisé chez l'enfant de moins de 2 ans, sauf s'il est démontré dans la demande d'autorisation du produit que celui-ci satisfait aux conditions requises aux art. 11 et 17 OPBio en dehors de l'application de telles mesures,</li> <li>les produits doivent contenir des répulsifs pour prévenir leur ingestion.</li> </ol>
Octaborate de disodium tétra- hydraté	Octaborate de disodium tétrahydraté No CE: 234-541-0 No CAS: 12280-03-4	975 g/kg	1 <sup>er</sup> septembre 2011	31 août 2021	8	<p>Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les populations susceptibles d'être exposées au produit et les utilisations ou scénarios d'exposition n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Avant que l'ON accorde l'autorisation du produit, les</p>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>OE évaluent les risques et veillent ensuite à ce que des mesures appropriées soient prises ou des conditions spécifiques imposées en vue d'atténuer les risques mis en évidence.</p> <p>L'autorisation du produit ne peut être accordée que lorsque la demande apporte la preuve que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les produits autorisés pour les usages industriels et professionnels doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</li> <li>2. compte tenu des risques mis en évidence pour le sol et les eaux, les produits ne doivent pas être autorisés pour le traitement in situ du bois à l'extérieur ni pour le bois destiné à être exposé aux intempéries, à moins que n'aient été fournies des données démontrant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à l'application de mesures appropriées visant à atténuer les risques. En particulier, les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés pour une utilisation industrielle indiquent que le bois, après traitement, doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les pertes doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination.</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
Oxyde de cuivre (II)	Oxyde de cuivre (II) No CE: 215-269-1 No CAS: 1317-38-0	976 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2014	31 janvier 2024	8	<p>Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. dans le cas de produits autorisés à des fins industrielles, des procédures opérationnelles sécurisées doivent être établies, et les produits doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être démontré, dans la demande d'autorisation du produit, que les risques pour les utilisateurs industriels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</li> <li>2. les étiquettes et, le cas échéant, les fiches de données de sécurité des produits autorisés indiquent que le bois fraîchement traité doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable après son traitement, ou les deux, pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les quantités perdues résultant de l'application du produit doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination,</li> <li>3. les produits ne sont pas autorisés pour le traitement du bois qui sera utilisé dans les constructions en plein air situées à proximité de l'eau ou sur l'eau ou pour le traitement du bois en contact avec de l'eau</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						douce, à moins que ne soient fournies des données afin de démontrer que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation appropriées.
Phosphure d'aluminium libérant de la phosphine	Phosphure d'aluminium No CE: 244-088-0 No CAS: 20859-73-8	830 g/kg	1 <sup>er</sup> septembre 2011	31 août 2021	14	<p>Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les populations susceptibles d'être exposées au produit et les utilisations ou scénarios d'exposition n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.</p> <p>Avant que l'ON accorde l'autorisation du produit, les OE évaluent les risques et veillent ensuite à ce que des mesures appropriées soient prises ou des conditions spécifiques imposées en vue d'atténuer les risques mis en évidence.</p> <p>L'autorisation du produit ne peut être accordée que lorsque la demande apporte la preuve que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable. En particulier, les produits ne sont pas autorisés en vue d'une utilisation à l'intérieur à moins que n'aient été fournies des données démontrant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les produits ne sont vendus qu'à des professionnels spécifiquement formés à leur utilisation, et leur usage est réservé à ces professionnels,</li> <li>2. compte tenu des risques mis en évidence pour les</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						opérateurs, des mesures appropriées d'atténuation des risques doivent être prises, telles que l'utilisation d'un équipement de protection individuelle approprié, le recours à des applicateurs et la présentation du produit sous une forme conçue pour ramener l'exposition de l'opérateur à un niveau acceptable, 3. compte tenu des risques mis en évidence pour les espèces terrestres non visées, des mesures appropriées d'atténuation des risques doivent être prises, telles que l'absence de traitement pour les zones dans lesquelles sont présentes des espèces de mammifères fouisseurs autres que les espèces visées.
Phosphore d'aluminium libérant de la phosphine	Phosphore d'aluminium No CE: 244-088-0 No CAS: 20859-73-8	830 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2012	31 janvier 2022	18	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. En particulier, les OE évaluent, le cas échéant, les risques liés à l'utilisation en extérieur. Lorsqu'ils accordent l'autorisation du produit, ils veillent à ce que des essais de résidus soient prévus pour permettre une évaluation des risques pour les consommateurs et à ce que des mesures appropriées soient prises ou des conditions spécifiques imposées en vue d'atténuer les risques identifiés. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. les produits sont exclusivement fournis à des professionnels dûment formés et utilisés par ceux-ci, sous

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>la forme de produits prêts à l'emploi,</p> <p>2. compte tenu des risques mis en évidence pour les opérateurs, des mesures appropriées d'atténuation des risques doivent être prises, telles que l'utilisation d'un équipement de protection individuelle et respiratoire approprié, le recours à des applicateurs et la présentation du produit sous une forme conçue pour ramener l'exposition des opérateurs à un niveau acceptable. Pour les utilisations en intérieur, ces mesures incluent également la protection des opérateurs et des travailleurs durant les fumigations, la protection des travailleurs lors de la réintégration des locaux (après fumigation) et la protection des personnes se trouvant à proximité contre la fuite de gaz,</p> <p>3. en ce qui concerne les produits qui contiennent du phosphore d'aluminium dont il est possible qu'il subsiste des résidus dans les denrées alimentaires, les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés doivent contenir des instructions concernant leur emploi, telles que les périodes d'attente à respecter, qui garantissent le respect des dispositions de l'ordonnance du 26 juin 1995 sur les substances étrangères et les composants (OSEC)<sup>117</sup>.</p>
Phosphure de magnésium libérant de la phosphine	Diphosphure de trimagnésium No CE: 235-023-7 No CAS: 12057-74-8	880 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2012	31 janvier 2022	18	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en

<sup>117</sup> RS 817.021.23



Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée à l'échelle de l'UE. En particulier, les OE évaluent le cas échéant les risques liés à l'utilisation en extérieur. Lorsqu'ils accordent l'autorisation du produit, les OE veillent à ce que des essais de résidus appropriés soient prévus pour permettre une évaluation des risques pour les consommateurs et à ce que des mesures appropriées soient prises ou des conditions spécifiques imposées en vue d'atténuer les risques identifiés. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les produits sont exclusivement fournis à des professionnels dûment formés et utilisés par ceux-ci, sous la forme de produits prêts à l'emploi,</li> <li>2. compte tenu des risques mis en évidence pour les opérateurs, des mesures appropriées d'atténuation des risques doivent être prises, telles que l'utilisation d'un équipement de protection individuelle et respiratoire approprié, le recours à des applicateurs et la présentation du produit sous une forme conçue pour ramener l'exposition des opérateurs à un niveau acceptable. Pour les utilisations en intérieur, ces mesures incluent également la protection des opérateurs et des travailleurs durant les fumigations, la protection des travailleurs lors de la réintégration des locaux (après fumigation) et la protection des personnes se trouvant à proximité contre la fuite de gaz,</li> <li>3. en ce qui concerne les produits qui contiennent du phosphore de magnésium dont il est possible qu'il subsiste des résidus dans les denrées alimentaires, les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés doivent contenir des instruc-</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						tions concernant leur emploi, telles que les périodes d'attente à respecter, qui garantissent le respect des dispositions de l'OSEC.
Propiconazole	1-[[[2-(2,4-dichlorophényl)-4-propyl-1,3-dioxolane-2-yl]méthyl]-1H-1,2,4-triazole No CE: 262-104-4 No CAS: 60207-90-1	930 g/kg	1 <sup>er</sup> avril 2010	31 mars 2020	8	Les autorisations sont subordonnées aux conditions suivantes: 1. compte tenu des risques auxquels peuvent être exposés les travailleurs, les produits autorisés à des fins industrielles ou professionnelles doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens, 2. compte tenu des risques mis en évidence pour le sol et les eaux, des mesures appropriées visant à atténuer les risques doivent être prises pour protéger ces milieux. Les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés pour une utilisation industrielle indiquent notamment que le bois, après traitement, doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les pertes doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination, 3. en outre, les produits ne peuvent être autorisés pour le traitement in situ du bois à l'extérieur et pour le bois qui sera exposé aux intempéries, à moins que des données ne soient fournies indiquant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées.

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
Pyriproxyfène	Éther de 4-phénoxyphényle et de (RS)-2-(2-pyridyloxy)propyle No CE: 429-800-1 No CAS: 95737-68-1	970 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2015	31 janvier 2025	18	<p>L'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE n'a pas abordé tous les scénarios d'exposition et utilisations possibles; certains scénarios d'exposition et utilisations, comme l'utilisation par des non-professionnels, ont été exclus. Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, lorsque cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Dans le cas des produits contenant du pyriproxyfène dont des résidus peuvent subsister dans les denrées alimentaires ou les aliments pour animaux, il convient que les OE évaluent la nécessité de fixer de nouvelles concentrations maximales ou de nouvelles valeurs maximales ou de modifier les limites existantes conformément à l'OSEC ou à l'OLALA, et qu'ils prennent toutes les mesures d'atténuation des risques appropriées pour empêcher le dépassement des concentrations maximales ou des valeurs maximales applicables.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les produits autorisés pour un usage professionnel doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il puisse être démontré dans la demande d'autorisation du produit que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</li> <li>2. les produits ne doivent pas être autorisés en vue</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						d'une utilisation directe sur les eaux superficielles, à moins qu'il puisse être démontré dans la demande d'autorisation du produit que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable, 3. l'autorisation de produits destinés à être utilisés dans des installations de traitement des déchets doit être subordonnée à la mise en oeuvre de mesures d'atténuation des risques appropriées, afin d'empêcher la contamination de la zone située autour du site de traitement des déchets.
Spinosad	No CE: 434-300-1 No CAS: 168316-95-8 Le spinosad est un mélange de 50 à 95 % de spinosyne A et de 5 à 50 % de spinosyne D. <i>Spinosyne A</i> (2R,3aS,5aR,5bS,9S,13S,14R,16aS,16bR)-2-[(6-désoxy-2,3,4-tri-O-méthyl- $\alpha$ -L-mannopyranosyl)oxy]-13-[[[(2R,5S,6R)-5-(diméthylamino)tétrahydro-6-méthyl-2H-pyran-2-yl]oxy]-9-éthyl-2,3,3a,5a,5b,6,9,10,11,12,13,14,16a,16b-tétradécahydro-14-méthyl-1H-as-indacéno[3,2-d]oxacyclododécin-7,15-dione No CAS:	850 g/kg	1 <sup>er</sup> novembre 2012	31 octobre 2022	18	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou les scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée à l'échelle de l'UE. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. les autorisations doivent faire l'objet de mesures appropriées d'atténuation des risques. En particulier, les produits destinés à un usage professionnel par pulvérisation doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être prouvé, dans la demande d'autorisation du produit, que les risques pour les utilisateurs professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens, 2. en ce qui concerne les produits contenant du spinosad qui pourraient entraîner la présence de résidus dans des denrées alimentaires, il incombe aux OE

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
	131929-60-7 <i>Spinosyne D</i> (2S,3aR,5aS,5bS,9S,13S, 14R,16aS,16bR)-2-[(6- désoxy-2,3,4-tri-O- méthyl- $\alpha$ -L- mannopyranosyl)oxy]-13- [[[(2R,5S,6R)-5-(diméthyl- lamino)tétrahydro-6- méthyl-2H-pyran-2- yl]oxy]-9-éthyl- 2,3,3a,5a,5b,6,9,10, 11,12,13,14,16a,16b- tétradécahydro-4,14- méthyl-1H-as- indacéno[3,2- d]oxacyclododécin-7,15- dione No CAS: 131929- 63-0					d'évaluer la nécessité d'introduire des concentra- tions maximales en résidus et/ou de modifier les concentrations existantes conformément à l'OSEC et de prendre toutes les mesures d'atténuation des risques appropriées visant à garantir que les concen- trations maximales en résidus ne sont pas dépassées.
Tébuconazole	1-(4-chlorophényl)-4,4- diméthyl-3-(1,2,4- triazole- 1-ylméthyl)pentane- 3-ol No CE: 403-640-2 No CAS: 107534-96-3	950 g/kg	1 <sup>er</sup> avril 2010	31 mars 2020	8	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. compte tenu des risques mis en évidence pour le sol et les eaux, des mesures appropriées visant à atténuer les risques doivent être prises pour protéger ces milieux; les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés pour une utiliza- tion industrielle indiquent notamment que le bois, après traitement, doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable pour éviter des per- tes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les pertes doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination,

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						2. les produits ne sont autorisés pour le traitement in situ du bois à l'extérieur et pour le bois qui sera en contact permanent avec l'eau que si des données démontrant que les produits remplissent les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées, sont fournies.
Tétraborate de disodium	N° CE: 215-540-4 N° CAS (anhydre): 1330-43-4 N° CAS (pentahydrate): 12179-04-3 N° CAS (décahydrate): 1303-96-4	990 g/kg	1 <sup>er</sup> septembre 2011	31 août 2021	8	Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les populations susceptibles d'être exposées au produit et les utilisations ou scénarios d'exposition n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Avant que l'ON accorde l'autorisation du produit, les OE évaluent les risques et veillent ensuite à ce que de mesures appropriées soient prises ou des conditions spécifiques imposées en vue d'atténuer les risques mis en évidence. L'autorisation du produit ne peut être accordée que lorsque la demande apporte la preuve que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. les produits autorisés pour les usages industriels et professionnels doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être prouvé, dans la demande d'autorisation du produit, que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						2. compte tenu des risques mis en évidence pour le sol et les eaux, les produits ne doivent pas être autorisés pour le traitement in situ du bois à l'extérieur ni pour le bois destiné à être exposé aux intempéries, à moins que n'aient été fournies des données démontrant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à l'application de mesures appropriées visant à atténuer les risques. En particulier, les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés pour une utilisation industrielle indiquent que le bois, après traitement, doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les pertes doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination.
Thiabendazole	2-thiazol-4-yl-1H-benzoimidazole No CE: 205-725-8 No CAS: 148-79-8	985 g/kg	1 <sup>er</sup> juillet 2010	30 juin 2020	8	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. étant donné les constatations faites au cours de l'évaluation des risques, les produits autorisés à des fins industrielles ou professionnelles, en ce qui concerne les opérations de traitement par double vide et par trempage, doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens, 2. compte tenu des risques mis en évidence pour le sol et les eaux, des mesures appropriées visant à atténuer les risques doivent être prises pour protéger

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>ces milieux; les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés pour une utilisation industrielle indiquent notamment que le bois, après traitement, doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les pertes doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination,</p> <p>3. les produits ne sont autorisés pour le traitement in situ du bois à l'extérieur et pour le bois qui sera exposé aux intempéries que si des données démontrant que les produits remplissent les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées, sont fournies,.</p>
Thiaclopride	(Z)-3-(6-chloro-3-pyridylméthyl)-1,3-thiazolidine-2-ylidencyanamide No CE: sans objet No CAS: 111988- 49-9	975 g/kg	1 <sup>er</sup> janvier 2010	31 décembre 2019	8	<p>Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément à aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les populations susceptibles d'être exposées au produit et les utilisations ou scénarios d'exposition n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE.</p> <p>Avant que l'ON accorde l'autorisation du produit, les OE évaluent les risques et veillent ensuite à ce que des mesures appropriées soient prises ou des conditions spécifiques imposées en vue d'atténuer les risques mis en évidence.</p> <p>L'autorisation du produit ne peut être accordée que lorsque la demande apporte la preuve que les risques peuvent être ramenés à un niveau acceptable.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions</p>



Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. étant donné les hypothèses émises au cours de l'évaluation des risques, les produits autorisés à des fins industrielles ou professionnelles doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</li> <li>2. compte tenu des risques mis en évidence pour le sol et les eaux, des mesures appropriées visant à atténuer les risques doivent être prises pour protéger ces milieux. En particulier, les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés pour une utilisation industrielle indiquent que le bois après traitement doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les quantités perdues doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination;</li> <li>3. les produits ne sont pas autorisés pour le traitement in situ des structures en bois situées à proximité d'une étendue d'eau, des pertes directes dans le milieu aquatique étant inévitables, ni pour le bois qui sera en contact avec les eaux de surface, à moins que n'aient été fournies des données démontrant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées.</li> </ol>
Thiaméthoxame	thiaméthoxame No CE: 428-650-4	980 g/kg	1 <sup>er</sup> juillet 2010	30 juin 2020	8	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
	No CAS: 153719-23-4					<ol style="list-style-type: none"> <li>1. étant donné les risques auxquels peuvent être exposés les travailleurs, les produits autorisés à des fins industrielles ou professionnelles doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il ne puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</li> <li>2. compte tenu des risques mis en évidence pour le sol et les eaux, des mesures appropriées visant à atténuer les risques doivent être prises pour protéger ces milieux. Les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés pour une utilisation industrielle indiquent notamment que le bois après traitement doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les pertes doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination,</li> <li>3. en outre, les produits ne sont pas autorisés pour le traitement in situ du bois à l'extérieur et pour le bois qui sera exposé aux intempéries, à moins que n'aient été fournies des données démontrant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées.</li> </ol>
Thiaméthoxame	thiaméthoxame No CE: 428-650-4 No CAS: 153719-23-4	980 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2015	31 janvier 2025	18	L'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE n'a pas abordé toutes les utilisations possibles; certaines utilisations, comme l'application à l'extérieur et l'utilisation par des non-professionnels, ont été exclues. Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisa-

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>tion d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, lorsque cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement n'ayant pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les produits ne doivent pas être autorisés en vue d'une application au pinceau, à moins que ne soient fournies des données démontrant que les produits rempliront les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées. Dans le cas des produits contenant du thiamétoxame dont des résidus peuvent subsister dans les denrées alimentaires ou les aliments pour animaux, il convient que les OE évaluent la nécessité de fixer de nouvelles concentrations maximales ou de nouvelles valeurs maximales ou de modifier les limites existantes conformément à l'OSEC ou à l'OLALA, et qu'ils prennent toutes les mesures d'atténuation des risques appropriées pour empêcher le dépassement des concentrations maximales ou des valeurs maximales applicables. Les produits appliqués de manière telle que les rejets via une station d'épuration ou directement dans les eaux superficielles sont inévitables ne sont pas autorisés, à moins que ne soient fournies des données démontrant que les produits répondent aux exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les produits autorisés pour un usage professionnel doivent être utilisés avec un équipement de protec-</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						<p>tion individuelle approprié, à moins qu'il puisse être démontré dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</p> <p>2. le cas échéant, des mesures doivent être arrêtées en vue de protéger les abeilles.</p>
Tolyfluanide	Dichloro-N- [(diméthylamino) sulphonyl]fluoro-N- (p-tolyl)methanesul- phenamide No CE: 211-986-9 No CAS: 731-27-1	960 g/kg	1 <sup>er</sup> octobre 2011	30 septembre 2021	8	<p>Les produits ne sont pas autorisés pour le traitement <i>in situ</i> du bois à l'extérieur et pour le bois qui sera exposé aux intempéries. Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <p>1. étant donné les hypothèses émises au cours de l'évaluation des risques, les produits autorisés à des fins industrielles ou professionnelles doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il puisse être prouvé dans la demande d'autorisation du produit que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens,</p> <p>2. compte tenu des risques observés pour le sol et les eaux, des mesures appropriées visant à atténuer les risques doivent être prises pour protéger ces différents milieux. Les étiquettes ou les fiches de données de sécurité des produits autorisés pour une utilisation industrielle ou professionnelle indiquent notamment que le bois traité doit être stocké après son traitement sous abri ou sur une surface en dur imperméable pour éviter des pertes directes dans le sol et que les pertes doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination.</p>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
Warfarine	(RS)-4-hydroxy-3-(3-oxo-1-phénylbutyl) coumarine No CE: 201-377-6 No CAS: 81-81-2	990 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2012	31 janvier 2017	14	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. la concentration nominale de la substance active n'excède pas 790 mg/kg et seuls les produits prêts à l'emploi sont autorisés, 2. les produits doivent contenir un agent provoquant une aversion et, s'il y a lieu, un colorant, 3. l'exposition tant directe qu'indirecte de l'homme, des animaux non-cibles et de l'environnement est réduite au minimum par l'examen et l'application de toutes les mesures d'atténuation des risques disponibles et appropriées. Celles-ci incluent notamment la possibilité de restreindre le produit au seul usage professionnel, de fixer une limite maximale applicable à la taille du conditionnement et de rendre obligatoire l'utilisation de caisses d'appâts inviolables et scellées.
Warfarine sodique	2-oxo-3-(3-oxo-1-phénylbutyl)chromen-4-olate de sodium No CE: 204-929-4 No CAS: 129-06-6	910 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2012	31 janvier 2017	14	Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes: 1. la concentration nominale de la substance active n'excède pas 790 mg/kg et seuls les produits prêts à l'emploi sont autorisés, 2. les produits doivent contenir un agent provoquant une aversion et, s'il y a lieu, un colorant, 3. l'exposition tant directe qu'indirecte de l'homme, des animaux non-cibles et de l'environnement est réduite au minimum par l'examen et l'application de toutes les mesures d'atténuation des risques disponibles et appropriées. Celles-ci incluent notamment la possibilité de restreindre le produit au seul usage professionnel, de fixer une limite maximale applicable à la taille du conditionnement et de rendre obli-

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						gatoire l'utilisation de caisses d'appâts inviolables et scellées.
4,5-dichloro-2-octyl-2H-isothiazol-3-one	4,5-dichloro-2-octyl-3(2H)isothiazolone No CE: 264-843-8 No CAS: 64359-81-5	950 g/kg	1 <sup>er</sup> juillet 2013	30 juin 2023	8	<p>Lorsqu'ils examinent une demande d'autorisation d'un produit conformément aux art. 11 et 17 OPBio, les OE étudient, si cela est pertinent pour le produit en question, les utilisations ou scénarios d'exposition ainsi que les risques pesant sur les populations humaines et les milieux de l'environnement qui n'ont pas été pris en considération de manière représentative dans l'évaluation des risques réalisée au niveau de l'UE. Les produits ne doivent pas être autorisés pour le traitement du bois qui sera exposé en permanence aux intempéries, ou protégé des intempéries mais souvent exposé à l'humidité ou en contact avec de l'eau douce, à moins que ne soient fournies des données démontrant que le produit remplira les exigences des art. 11 et 17 OPBio, le cas échéant grâce à des mesures d'atténuation des risques appropriées.</p> <p>Les autorisations sont soumises aux conditions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. dans le cas des produits autorisés à des fins industrielles ou professionnelles, des procédures opérationnelles sécurisées doivent être établies, et les produits doivent être utilisés avec un équipement de protection individuelle approprié, à moins qu'il puisse être démontré, dans la demande d'autorisation du produit, que les risques pour les utilisateurs industriels ou professionnels peuvent être ramenés à un niveau acceptable par d'autres moyens;</li> <li>2. les étiquettes et, le cas échéant, les fiches de données de sécurité des produits autorisés indiquent que</li> </ol>

Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions spécifiques
						le bois fraîchement traité doit être stocké sous abri ou sur une surface en dur imperméable, ou les deux, pour éviter des pertes directes dans le sol ou dans les eaux, et que les quantités perdues résultant de l'application du produit doivent être récupérées en vue de leur réutilisation ou de leur élimination.

*Annexe 2*<sup>118</sup>  
(art. 9, al. 1, let. b)

## Liste IA: substances actives et exigences y afférentes pour inclusion dans des produits biocides à faible risque

### Explications

<sup>1</sup> La colonne «Date d'inscription» indique la date à laquelle l'inscription de la substance active entre en vigueur.

<sup>2</sup> Les substances actives évaluées par la Communauté européenne (CE) et inscrites dans cette liste sont énumérées d'après les critères suivants: symbole, chiffre par ordre croissant et lettre par ordre alphabétique.

Nom commun	Dénomination de l'UICPA <sup>119</sup> Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active dans le produit biocide mis sur le marché	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions particulières <sup>120</sup>
Acétate de (Z,E)-(9Z,12E)-Acétate de tétradéca-9,12-diényle	yl N° CE: sans objet N° CAS: 30507-70-1	977 g/kg	1 <sup>er</sup> février 2013	31 janvier 2023	19	Les enregistrements sont soumis aux conditions suivantes: 1. uniquement pour les pièges contenant au maximum 2 mg d'acétate de (Z,E)-tétradéca-9,12-diényle,

<sup>118</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de l'OFSP du 21 oct. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2008 (RO **2008** 4759). Mise à jour selon le ch. I de l'O de l'OFSP 16 sept. 2011, en vigueur depuis le 15 oct. 2011 (RO **2011** 4383).

<sup>119</sup> Union internationale de chimie pure et appliquée/*International Union of Pure and Applied Chemistry* (IUPAC)

<sup>120</sup> Pour la mise en œuvre des principes communs de l'annexe VI de la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché des produits biocides, le contenu et les conclusions des rapports d'évaluation sont disponibles sur le site de la Commission européenne: <http://ec.europa.eu/comm/environment/biocides/index.htm>



Nom commun	Dénomination de l'UICPA Numéros d'identification	Pureté minimale de la substance active dans le produit biocide mis sur le marché	Date d'inscription	Date d'expiration de l'inscription	Type de produit	Dispositions particulières
						2. les étiquettes des produits biocides contenant de l'acétate de (Z,E)-tétradéca-9,12-diényle doivent indiquer que ces produits ne doivent pas être utilisés dans des espaces où sont conservés des produits non emballés destinés à l'alimentation humaine ou animale.
Dioxyde de carbone	dioxyde de carbone No CE: 204-696-9 No CAS: 124-38-9	990 ml/l	1 <sup>er</sup> novembre 2009	31 octobre 2019	14	Uniquement destiné à être utilisé dans des cartouches de gaz prêtes à l'emploi fonctionnant en association avec un piège.

*Annexe 3*  
(art. 6 et 9, al. 1, let. c)

## **Liste IB: substances de base et exigences y relatives**

Cette liste correspond à l'annexe IB de la directive 98/8/CE<sup>121</sup>.

<sup>121</sup> JOCE n° L 123 du 24.4.1998, p. 1. Les actes communautaires mentionnés dans la présente O peuvent être commandés contre facture ou consultés gratuitement auprès de l'organe de réception des notifications pour les produits chimiques, 3003 Berne; ils peuvent également être consultés sous [www.cheminfo.ch](http://www.cheminfo.ch).

*Annexe 4*<sup>122</sup>

<sup>122</sup> Abrogée par le ch. II al. 1 de l'O du 28 fév. 2007, avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2007 (RO **2007** 851).

*Annexe 5*<sup>123</sup>  
(art. 14, al. 3, let. a)

## **Demande d'autorisation A<sub>L</sub> ou A<sub>nL</sub>**

### **1 Dossier relatif au produit biocide et aux substances actives qu'il contient**

La demande d'autorisation doit être présentée à l'ON avec les pièces suivantes:

- a. les documents relatifs au produit biocide;
- b. les documents relatifs à chaque substance active.

### **2 Exigences relatives au dossier**

#### **2.1 Dispositions générales**

<sup>1</sup> Les pièces du dossier doivent être présentées à l'ON sous forme de documents techniques.

<sup>2</sup> Le dossier doit répondre aux exigences fixées dans les annexes de la directive 98/8/CE<sup>124</sup>, compte tenu de l'état des connaissances scientifiques et techniques les plus récentes.

#### **2.2 Exigences quantitatives et qualitatives**

<sup>1</sup> Les documents techniques doivent comporter les informations et les résultats des essais fixés dans les annexes suivantes de la directive 98/8/CE:

- a. pour le produit: annexe IVB<sup>125</sup> ou IIB et, le cas échéant, les parties pertinentes de l'annexe IIIB;
- b. pour les substances actives: annexe IVA<sup>126</sup> ou IIA et, le cas échéant, les parties pertinentes de l'annexe IIIA.

<sup>2</sup> Les art. 35 et 38 de la présente ordonnance s'appliquent dans tous les cas où les annexes IIA et IIB de la directive 98/8/CE renvoient à la législation communautaire pour la classification et l'étiquetage.

<sup>123</sup> Mise à jour selon le ch. II al. 2 de l'O du 28 fév. 2007 (RO **2007** 851) et le ch. 1 de l'appendice à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO **2010** 5223).

<sup>124</sup> JOCE n° L 123 du 24.4.1998, p. 1. Les actes communautaires mentionnés dans la présente O peuvent être commandés contre facture ou consultés gratuitement auprès de l'organe de réception des notifications pour les produits chimiques, 3003 Berne; ils peuvent également être consultés sous [www.cheminfo.ch](http://www.cheminfo.ch).

<sup>125</sup> Modifiée par la directive 2006/50/CE modifiant les annexes IVA et IVB de la directive 98/8/CE (JOCE n° L 142 du 30.05.2006, p. 6).

<sup>126</sup> Modifiée par la directive 2006/50/CE modifiant les annexes IVA et IVB de la directive 98/8/CE (JOCE n° L 142 du 30.05.2006, p. 6).

<sup>3</sup> En sus des documents visés à l'art. 18, l'ON peut exiger du demandeur les documents suivants:

- a. les rapports d'évaluation émanant des autorités de l'UE ou de l'AELE concernant les substances actives, pour autant qu'ils soient accessibles au demandeur;
- b. un spécimen d'emballage et des projets d'étiquetage, de notice explicative et d'étiquette.

<sup>4</sup> Les documents doivent comporter une description détaillée et complète des essais effectués et des méthodes appliquées ou une référence bibliographique à ces méthodes.

<sup>5</sup> Ils doivent être suffisants pour permettre l'évaluation des effets et des propriétés visés à l'art. 11.

### 2.3 Méthodes de détection et d'identification prescrites

<sup>1</sup> On appliquera les méthodes de détection et d'identification décrites dans le règlement (CE) n° 440/2008<sup>127</sup>.

<sup>2</sup> Si une méthode n'est pas adéquate ou qu'elle n'est pas décrite, on se référera autant que possible à des méthodes internationalement reconnues, en justifiant le choix de la méthode.

<sup>3</sup> Le cas échéant, les essais doivent être réalisés:

- a. conformément aux dispositions de la directive 86/609/CEE du Conseil, du 24 novembre 1986, concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la protection des animaux utilisés à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques<sup>128</sup>; et
- b. dans le respect des principes et des exigences des bonnes pratiques de laboratoire visées à l'art. 34, al. 4 et 5, OChim<sup>129</sup>.

<sup>4</sup> L'al. 3 ne s'applique pas aux essais mis en oeuvre avant le 1<sup>er</sup> mars 2000.

<sup>127</sup> R (CE) n° 440/2008 de la Commission du 30 mai 2008 établissant des méthodes d'essai conformément au R (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), JO L 142 du 31.05.2008, p. 1; modifié en dernier lieu par le R (CE) n° 761/2009, JO L 220 du 24.8.2009, p. 1. Ce texte peut être consulté à l'adresse suivante: [www.cheminfo.ch](http://www.cheminfo.ch).

<sup>128</sup> JOCE n° L 358 du 18.12.1986, p. 1.

<sup>129</sup> RS 813.11

## **2.4 Autres méthodes de détection et d'identification**

<sup>1</sup> Si des résultats d'essais ont été obtenus avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance par des méthodes autres que celles qui sont prévues à l'annexe V de la directive 67/548/CEE, il convient de statuer cas par cas sur la pertinence de ces résultats aux fins de la présente ordonnance et sur la nécessité d'effectuer de nouveaux essais conformément à l'annexe V de la directive 67/548/CEE.

<sup>2</sup> Il convient de limiter autant que possible les essais sur les vertébrés.

## **3 Lettre d'accès et référence**

Si l'ON est déjà en possession des documents complets selon les ch. 1 et 2, le demandeur peut:

- a. déposer une lettre d'accès; ou
- b. se référer auxdits documents si la durée de protection des données au sens de l'art. 28 est expirée.

## **4 Evaluation et recommandation émanant d'un Etat membre de l'UE ou de l'AELE**

Dans le cas d'un produit biocide contenant une substance active qui ne figure pas dans la liste I ou IA ni dans la liste des substances actives notifiées, le demandeur peut joindre l'évaluation et la recommandation délivrées par l'autorité compétente d'un Etat membre de l'UE ou de l'AELE, conformément à l'art. 11, par. 2, de la directive 98/8/CE.

*Annexe 6*<sup>130</sup>  
(art. 14, al. 3, let. b)

## **Demande d'enregistrement**

### **1 Dossier relatif au produit biocide et aux substances actives qu'il contient**

La demande d'enregistrement doit être présentée à l'ON avec les pièces suivantes:

- a. les documents relatifs au produit biocide;
- b. les documents relatifs à chaque substance active.

### **2 Exigences relatives au dossier**

#### **2.1 Dispositions générales**

<sup>1</sup> Les pièces du dossier doivent être présentées à l'ON sous forme de documents techniques.

<sup>2</sup> Le dossier doit répondre aux exigences fixées dans les annexes de la directive 98/8/CE<sup>131</sup>, compte tenu de l'état des connaissances scientifiques et techniques les plus récentes.

#### **2.2 Exigences quantitatives et qualitatives**

<sup>1</sup> Les documents doivent comporter les données suivantes:

- a. pour le produit:
  1. les nom et adresse du demandeur,
  2. les nom et adresse du fabricant du produit biocide et des substances actives,
  3. le nom commercial du produit biocide,
  4. la composition complète du produit biocide,
  5. les propriétés physico-chimiques du produit biocide,
  6. les usages prévus:
    - type de produit et domaine d'utilisation,
    - catégories d'utilisateurs, et
    - méthodes d'utilisation,
  7. les données concernant l'efficacité,

<sup>130</sup> Mise à jour selon le ch. II al. 2 de l'O du 28 fév. 2007 (RO 2007 851) et le ch. I de l'appendice à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

<sup>131</sup> JOCE n° L 123 du 24.4.1998, p. 1. Les actes communautaires mentionnés dans la présente O peuvent être commandés contre facture ou consultés gratuitement auprès de l'organe de réception des notifications pour les produits chimiques, 3003 Berne; ils peuvent également être consultés sous [www.cheminfo.ch](http://www.cheminfo.ch).

8. les méthodes d'analyse,
  9. des propositions motivées de classification et d'étiquetage ainsi que des indications concernant l'emballage visées aux art. 35 à 38,
  10. le cas échéant, des propositions concernant la fiche de données de sécurité visée à l'art. 40;
- b. pour les substances actives: les documents techniques doivent comporter les informations et les résultats des essais selon les annexes IVA<sup>132</sup> ou IIA et, le cas échéant, selon les parties pertinentes de l'annexe IIIA de la directive 98/8/CE. Les art. 35 et 38 de la présente ordonnance s'appliquent dans tous les cas où l'annexe IIA de la directive 98/8/CE renvoie à la législation communautaire pour la classification et l'étiquetage.

<sup>2</sup> En sus des documents visés à l'art. 18, l'ON peut exiger du demandeur les documents suivants:

- a. les rapports d'évaluation émanant des autorités de l'UE ou de l'AELE concernant les substances actives, pour autant qu'ils soient accessibles au demandeur;
- b. un spécimen d'emballage et des projets d'étiquetage, de notice explicative et d'étiquette.

<sup>3</sup> Les documents doivent comporter une description détaillée et complète des essais effectués et des méthodes appliquées ou une référence bibliographique à ces méthodes.

<sup>4</sup> Ils doivent être suffisants pour permettre l'évaluation des effets et des propriétés visés à l'art. 11.

### 2.3 Méthodes de détection et d'identification prescrites

<sup>1</sup> Les essais doivent être effectués selon les méthodes de détection et d'identification décrites dans le règlement (CE) n° 440/2008<sup>133</sup>.

<sup>2</sup> Si une méthode n'est pas adéquate ou qu'elle n'est pas décrite, on se référera autant que possible à des méthodes internationalement reconnues, en justifiant le choix de la méthode.

<sup>3</sup> Le cas échéant, les essais doivent être réalisés:

- a. conformément aux dispositions de la directive 86/609/CEE du Conseil, du 24 novembre 1986, concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la protection des animaux utilisés à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques<sup>134</sup>; et

<sup>132</sup> Modifiée par la directive 2006/50/CE modifiant les annexes IVA et IVB de la directive 98/8/CE (JOCE n° L 142 du 30.05.2006, p. 6).

<sup>133</sup> Voir note relative à l'annexe 5, ch. 2.3.

<sup>134</sup> JOCE n° L 358 du 18.12.1986, p. 1.



- b. dans le respect des principes et exigences des bonnes pratiques de laboratoire visées à l'art. 34, al. 4 et 5, OChim<sup>135</sup>.

<sup>4</sup> L'al. 3 ne s'applique pas aux essais mis en oeuvre avant le 1<sup>er</sup> mars 2000.

## **2.4 Autres méthodes de détection et d'identification**

<sup>1</sup> Si des résultats d'essais ont été obtenus, avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, par des méthodes autres que celles qui sont prévues à l'annexe V de la directive 67/548/CEE, il convient de statuer cas par cas sur la pertinence de ces résultats aux fins de la présente ordonnance et sur la nécessité d'effectuer de nouveaux essais conformément à l'annexe V de la directive 67/548/CEE.

<sup>2</sup> Il convient de limiter autant que possible les essais sur les vertébrés.

## **3 Lettre d'accès et référence**

Si l'ON est déjà en possession des documents complets selon les ch. 1 et 2, le demandeur peut:

- a. déposer une lettre d'accès; ou
- b. se référer auxdits documents si la durée de protection des données au sens de l'art. 28 est expirée.

*Annexe 7*<sup>136</sup>  
(art. 14, al. 3, let. c)

## **Demande de reconnaissance**

<sup>1</sup> La demande de reconnaissance d'une autorisation ou d'un enregistrement émanant d'un Etat membre de l'UE ou de l'AELE doit être présentée avec les pièces suivantes:

- a. pour la reconnaissance d'une autorisation ou d'un enregistrement:
  1. une copie authentifiée de l'autorisation ou de l'enregistrement de l'Etat membre de l'UE ou de l'AELE, ainsi que les éventuelles informations classées confidentielles,
  2. des propositions motivées de classification et d'étiquetage ainsi que les indications concernant l'emballage visées aux art. 35, 36 et 38; un spécimen d'emballage et des projets d'étiquetage, de notice explicative et d'étiquette, si l'ON l'exige,
  3. le cas échéant, des propositions pour la fiche de données de sécurité visée à l'art. 40,
  4. les rapports d'évaluation émanant des autorités de l'UE/AELE concernant l'autorisation ou l'enregistrement du produit biocide, pour autant qu'ils soient accessibles au demandeur;
  5. la lettre d'accès concernant la substance active.
- b. en sus, pour la reconnaissance d'une autorisation: un résumé des documents relatifs au produit biocide;
- c. en sus, pour la reconnaissance d'un enregistrement:
  1. les nom et adresse du demandeur,
  2. les nom et adresse du fabricant du produit biocide et des substances actives,
  3. le nom commercial du produit biocide,
  4. la composition complète du produit biocide,
  5. les propriétés physico-chimiques du produit biocide,
  6. la classification du produit biocide selon le type de produit et le domaine d'utilisation,
  7. les catégories d'utilisateurs,
  8. les méthodes d'utilisation,
  9. le résumé des données concernant l'efficacité,
  10. les méthodes d'analyse.

<sup>136</sup> Mise à jour selon le ch. II al. 1 de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO 2009 1759).

---

<sup>2</sup> L'ON peut exiger du demandeur, pour la ou les substances actives incorporées dans le produit biocide, les documents prévus aux annexes IIA et IIIA de la directive 98/8/CE<sup>137</sup>.

<sup>137</sup> JOCE n° L 123 du 24.4.1998, p. 1. Les actes communautaires mentionnés dans la présente O peuvent être commandés contre facture ou consultés gratuitement auprès de l'organe de réception des notifications pour les produits chimiques, 3003 Berne; ils peuvent également être consultés sous [www.cheminfo.ch](http://www.cheminfo.ch).

*Annexe 7bis*<sup>138</sup>  
(art. 14, al. 3, let. f)

## **Déclaration d'intention concernant la demande de reconnaissance**

<sup>1</sup> La déclaration d'intention doit comporter les informations suivantes:

- a. les nom et adresse du demandeur;
- b. le nom commercial du produit biocide et le numéro d'autorisation;
- c. le type de produit;
- d. le nom de l'Etat membre de l'UE ou de l'AELE dans lequel la première demande d'autorisation ou d'enregistrement est déposée;
- e. la déclaration indiquant que le demandeur a l'intention de soumettre une demande de reconnaissance et que celle-ci sera déposée auprès de l'ON dans les deux mois suivant la réception de la première autorisation ou du premier enregistrement dans l'un des Etats membres de l'UE ou de l'AELE;
- f. une déclaration indiquant que le demandeur a pris connaissance du fait que l'ON est habilité à révoquer une autorisation  $A_N$  ou  $A_C$  si la demande de reconnaissance n'a pas été déposée conformément à la let. e.

<sup>2</sup> Si la demande d'autorisation dans un Etat membre de l'UE ou de l'AELE comporte une lettre d'accès, la déclaration d'intention au sens de l'al. 1, let. e, doit comporter en plus une déclaration indiquant que la lettre d'accès est valable en Suisse.

<sup>138</sup> Introduite par le ch. II al. 2 de l'O du 22 avril 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 (RO 2009 1759).

*Annexe 8*<sup>139</sup>  
(art. 14, al. 3, let. d)

## **Demande d'autorisation A<sub>N</sub>**

### **1 Dossier relatif au demandeur, au fabricant et au produit biocide**

La demande doit être présentée avec les pièces suivantes:

- a. les nom et adresse du demandeur;
- b. les nom et adresse du fabricant du produit biocide et des substances actives;
- c. le nom commercial du produit biocide;
- d. la composition complète du produit biocide;
- e. la liste des substances actives incorporées dans le produit biocide;
- f. les données concernant les propriétés physico-chimiques, la toxicologie et l'écotoxicologie;
- g. les données concernant les substances actives définies (ch. 2);
- h. la classification du produit biocide selon le type de produit et le domaine d'utilisation;
- i. les catégories d'utilisateurs;
- j. des propositions motivées de classification et d'étiquetage ainsi que des indications concernant l'emballage visées aux art. 35, 36 et 38;
- k. le cas échéant, des propositions pour la fiche de données de sécurité visée à l'art. 40;
- l. les données concernant l'élimination;
- m. pour les désinfectants et les produits de protection du bois: la preuve que le produit biocide est suffisamment efficace pour les usages prévus.

### **2 ...**

<sup>139</sup> Mise à jour selon le ch. II al. 2 de l'O du 28 fév. 2007 (RO 2007 851) et le ch. 1 de l'appendice à l'O du 10 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 5223).

### 3 Documents supplémentaires

<sup>1</sup> L'ON peut exiger du demandeur les documents supplémentaires suivants:

- a. les rapports d'essais, expertises scientifiques, publications ou tout autre document justifiant les données visées au ch. 1;
- b. les données selon l'annexe II du Règlement (CE) n° 1896/2000 de la Commission, du 7 septembre 2000, concernant la première phase du programme visé à l'art. 16, par. 2, de la directive 98/8/CE<sup>140</sup>;
- c. dans les cas dûment motivés, les données relatives à l'exposition des personnes en général et de l'utilisateur en particulier ou à la dispersion dans l'environnement;
- d. un spécimen d'emballage et des projets d'étiquetage, de notice explicative et d'étiquette.

<sup>2</sup> Les documents doivent fournir une description détaillée et complète des essais effectués et des méthodes appliquées ou une référence bibliographique à ces méthodes.

### 4 Méthodes de détection et d'identification

#### 4.1 Méthodes de détection et d'identification prescrites

<sup>1</sup> Les essais doivent être effectués selon les méthodes de détection et d'identification décrites dans le règlement (CE) n° 440/2008<sup>141</sup>.

<sup>2</sup> Si une méthode n'est pas adéquate ou qu'elle n'est pas décrite, on se référera autant que possible à des méthodes internationalement reconnues, en justifiant le choix de la méthode.

<sup>3</sup> Le cas échéant, les essais doivent être réalisés:

- a. conformément aux dispositions de la directive 86/609/CEE du Conseil, du 24 novembre 1986, concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la protection des animaux utilisés à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques<sup>142</sup>; et
- b. dans le respect des principes et exigences des bonnes pratiques de laboratoire visées à l'art. 34, al. 4 et 5, OChim<sup>143</sup>.

<sup>4</sup> L'al. 3 ne s'applique pas aux essais mis en oeuvre avant le 1<sup>er</sup> mars 2000.

<sup>140</sup> JOCE n° L 228 du 8.9.2000, p. 6.

<sup>141</sup> Voir note relative à l'annexe 5, ch. 2.3.

<sup>142</sup> JOCE n° L 358 du 18.12.1986, p. 1.

<sup>143</sup> RS 813.11

## **4.2                   Autres méthodes de détection et d'identification**

<sup>1</sup> Si des résultats d'essais ont été obtenus, avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, par des méthodes autres que celles qui sont prévues à l'annexe V de la directive 67/548/CEE, il convient de statuer cas par cas sur la pertinence de ces résultats aux fins de la présente ordonnance et sur la nécessité d'effectuer de nouveaux essais conformément à l'annexe V de la directive 67/548/CEE.

<sup>2</sup> Il convient de limiter autant que possible les essais sur les vertébrés.

*Annexe 9*<sup>144</sup>  
(art. 14, al. 3, let. e)

## **Demande d'autorisation A<sub>C</sub>**

La demande d'autorisation A<sub>C</sub> (confirmation) doit être présentée à l'ON jusqu'au 31 juillet 2006 avec les pièces suivantes:

- a. les nom et adresse du demandeur;
- b. les nom et adresse du fabricant du produit biocide et des substances actives;
- c. le nom commercial du produit biocide et les numéros d'autorisation existants;
- d. la confirmation que la description de la composition complète dont dispose l'ON est conforme et, pour les désinfectants et les produits de protection du bois, que les documents relatifs à l'efficacité sont actuels; à défaut, il y a lieu de présenter des documents à jour;
- e. la liste des substances actives incorporées dans le produit biocide;
- f. pour une substance active figurant dans la liste I ou IA: une lettre d'accès ou les documents complets; si l'ON n'est pas en possession de ces documents, ils doivent être présentés conformément aux exigences des annexes IVA<sup>145</sup> ou IIA et, le cas échéant, des parties pertinentes de l'annexe IIIA de la directive 98/8/CE<sup>146</sup>; les art. 35 et 38 de la présente ordonnance s'appliquent dans tous les cas où les annexes IIA et IVA de la directive 98/8/CE renvoient à la législation communautaire pour la classification et l'étiquetage;
- g. l'attribution du produit biocide à un type de produit donné et à un domaine d'utilisation donné;
- h. la catégorie d'utilisateurs;
- i. des propositions motivées de classification et d'étiquetage ainsi que des indications concernant l'emballage visées aux art. 35, 36 et 38; un spécimen d'emballage et des projets d'étiquetage, de notice explicative et d'étiquette, si l'ON l'exige;
- j. le cas échéant, une fiche de données de sécurité conformément à l'art. 40.

<sup>144</sup> Mise à jour selon le ch. II al. 2 de l'O du 28 fév. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (RO 2007 851).

<sup>145</sup> Modifiée par la directive 2006/50/CE modifiant les annexes IVA et IVB de la directive 98/8/CE (JOCE L n° 142 du 30.5.2006, p. 6).

<sup>146</sup> JOCE n° L 123 du 24.4.1998, p. 1. Les actes communautaires mentionnés dans la présente O peuvent être commandés contre facture ou consultés gratuitement auprès de l'organe de réception des notifications pour les produits chimiques, 3003 Berne; ils peuvent également être consultés sous [www.cheminfo.ch](http://www.cheminfo.ch).



*Annexe 10*  
(art. 4, al. 1, 50, al. 3, et annexes 6 à 9)

## Types de produits

### Groupe 1 Désinfectants et produits biocides généraux

Ces types de produits ne comprennent pas les produits nettoyants qui ne sont pas destinés à avoir un effet biocide, y compris la lessive liquide, la lessive en poudre et les produits similaires.

*Type de produits 1*      Produits biocides destinés à l'hygiène humaine

Les produits de cette catégorie sont des produits biocides utilisés pour l'hygiène humaine.

*Type de produits 2*      Désinfectants utilisés dans le domaine privé et dans le domaine de la santé publique et autres produits biocides dans le domaine de la santé publique

Produits utilisés pour désinfecter l'air, les surfaces, les matériaux, les équipements et le mobilier et qui ne sont pas en contact direct avec les denrées alimentaires ou les aliments pour animaux dans les lieux privés, publics et industriels, y compris les hôpitaux, ainsi que les produits algicides. Sont notamment concernés les piscines, les aquariums, les eaux de bassin et les autres eaux; les systèmes de climatisation; les murs et sols des établissements sanitaires et autres; les toilettes chimiques, les eaux usées, les déchets d'hôpitaux, le sol ou les autres substrats (terrains de jeu).

*Type de produits 3*      Produits biocides destinés à l'hygiène vétérinaire

Les produits de cette catégorie sont des produits biocides utilisés pour l'hygiène vétérinaire, y compris les produits utilisés dans les endroits dans lesquels les animaux sont hébergés, gardés ou transportés.

*Type de produits 4*      Désinfectants pour les surfaces en contact avec les denrées alimentaires et les aliments pour animaux

Produits utilisés pour désinfecter le matériel, les conteneurs, les ustensiles de consommation, les surfaces ou conduits utilisés pour la production, le transport, le stockage ou la consommation de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux ou de boissons (y compris l'eau potable) destinés à l'homme et aux animaux.

*Type de produits 5*      Désinfectants pour eau potable

Produits utilisés pour désinfecter l'eau potable (destinée à l'homme et aux animaux).

## Groupe 2 Produits de protection

*Type de produits 6* Produits de protection utilisés à l'intérieur des conteneurs

Produits utilisés pour protéger les produits manufacturés, autres que les denrées alimentaires ou les aliments pour animaux, à l'intérieur de conteneurs par la maîtrise des altérations microbiennes afin de garantir leur durée de conservation.

*Type de produits 7* Produits de protection pour les pellicules

Produits utilisés pour protéger les pellicules ou les revêtements par la maîtrise des altérations microbiennes afin de sauvegarder les propriétés initiales de la surface des matériaux ou objets tels que les peintures, les plastiques, les enduits étanches, les adhésifs muraux, les liants, les papiers et les oeuvres d'art.

*Type de produits 8* Produits de protection du bois

Produits utilisés pour protéger le bois provenant de scieries, y compris pendant la phase de transformation dans la scierie, ou les produits du bois par la maîtrise des organismes qui détruisent ou déforment le bois. Ce type de produits comprend les produits de préservation et les produits de traitement.

*Type de produits 9* Produits de protection des fibres, du cuir, du caoutchouc et des matériaux polymérisés

Produits utilisés pour protéger les matières fibreuses ou polymérisées telles que le cuir, le caoutchouc, le papier ou les produits textiles par la maîtrise des altérations microbiologiques.

*Type de produits 10* Protection des ouvrages de maçonnerie

Produits utilisés pour traiter à titre préventif ou curatif les ouvrages de maçonnerie ou les matériaux de construction autres que le bois contre les attaques microbiologiques et les algues.

*Type de produits 11* Protection des liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication

Produits utilisés pour protéger l'eau ou les autres liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication contre les organismes nuisibles tels que les microbes, les algues et les moules. Les produits utilisés pour protéger l'eau potable ne sont pas compris dans ce type de produits.

*Type de produits 12* Produits antimoisissures

Produits utilisés pour prévenir ou lutter contre le développement de moisissures sur les matériaux, équipements et structures utilisés dans l'industrie, par exemple sur le bois et la pâte à papier ou les strates de sable poreuses dans l'industrie de l'extraction du pétrole.

*Type de produits 13*      Produits de protection des fluides utilisés dans la transformation des métaux

Produits utilisés pour protéger les fluides utilisés dans la transformation des métaux par la maîtrise des altérations microbiennes.

### **Groupe 3      Produits antiparasitaires**

*Type de produits 14*      Rodenticides

Produits utilisés pour lutter contre les souris, rats et autres rongeurs.

*Type de produits 15*      Avicides

Produits utilisés pour lutter contre les oiseaux.

*Type de produits 16*      Molluscicides

Produits utilisés pour lutter contre les mollusques.

*Type de produits 17*      Piscicides

Produits utilisés pour lutter contre les poissons; ces produits ne comprennent pas les produits destinés au traitement des maladies des poissons.

*Type de produits 18*      Insecticides, acaricides et produits utilisés pour lutter contre les autres arthropodes

Produits utilisés pour lutter contre les arthropodes (p. ex. insectes, arachnides, crustacés).

*Type de produits 19*      Répulsifs et appâts

Produits utilisés pour lutter contre les organismes nuisibles (qu'il s'agisse d'invertébrés comme les puces ou de vertébrés comme les oiseaux), en les repoussant ou en les attirant, y compris les produits utilisés directement ou indirectement pour l'hygiène humaine ou vétérinaire.

**Groupe 4    Autres produits biocides**

*Type de produits 20*      Produits de protection pour les denrées alimentaires  
ou les aliments pour animaux

Produits utilisés pour protéger les denrées alimentaires et les aliments pour animaux  
contre les organismes nuisibles.

*Type de produits 21*      Produits antisalissure

Produits utilisés pour lutter contre le développement et le dépôt d'organismes salis-  
sants (microbes et formes supérieures d'espèces végétales ou animales) sur les navi-  
res, le matériel d'aquaculture ou d'autres installations utilisées en milieu aquatique.

*Type de produits 22*      Fluides utilisés pour l'embaumement et la taxidermie

Produits utilisés pour désinfecter et préserver tout ou partie des cadavres d'êtres  
humains ou d'animaux.

*Type de produits 23*      Lutte contre d'autres vertébrés

Produits utilisés pour lutter contre la vermine.